

Commune de LOTHEY

Liste des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols

Code SUP	Services Gestionnaires	Intitulé de la servitude	Date servitude
AS1	Agence Régionale de Santé de Bretagne Délégation territoriale du Finistère 5, venelle Kergos 29324 QUIMPER cedex	Captage de Runigou Vihan Prise d'eau de Prat-Hir	27/09/2000 19/03/2013
EL11	DIRO Direction Interdépartementale des Routes Ouest District de Brest BP36 29801 Brest cedex 9	RN 165	
EL3	DDTM –Finistère Délégation à la mer et au littoral – Pôle littoral et affaires maritimes 30 quai Commandant Malbert BP36 29801 BREST Cedex 9	Servitudes de halage et de marchepied le long du canal de Nantes à Brest (au titre du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques - article L2131-2) - non cartographié	30/12/2006
I3	GRTgaz Transport Réseau Transport Région Ouest Nantes Cellule CR-DICT BP12417 44024 NANTES Cedex 1	Transport de gaz : Elliant – Gouesnou DN 250 Zones d'effets : canalisation DN 250 – 1978 - ELLIANT_GOUESNOU	23/02/1977 09/01/2017
i4	ERDF Service collectivités locales 8, rue Adolphe Porquier 29334 QUIMPER Cedex RTE TEO/GET Bretagne ZA de Kerouvois Sud 29556 Quimper Cedex	Réseau HTA de distribution - non cartographié Liaison 63kv N°1 Saint-Coulitz – PIQUAGE A BRIEC 1	

PT2	CEREMA / Direction territoriale Ouest 9 rue René Viviani BP 46223 44262 NANTES Cedex 2 ORANGE URP OUEST/ETU/EFTH 11 avenue Miossec 29334 QUIMPER cedex	Centres radioélectriques de Pont-de-Buis-Roc'h Huel et Gouézec-Ménez-Morlong et faisceau hertzien reliant ces 2 centres	19/09/1985
		Station Châteaulin-Central, Châteaulin-Ty-Allanou et faisceau hertzien Châteaulin<>Châteauneuf-du-Faou	30/04/1981
		Station Lannédern et Coray et Faisceau hertziens Cast <> Lannédern et Coray <> Quimper-Penhars	10/08/1992
		Station Châteauneuf-du-Faou et Faisceau hertzien Cast <> Châteauneuf-du-Faou	21/03/1995
T7	Direction de l'aviation civile Ouest Délégation Bretagne Aérodrome de Rennes Saint-Jacques BP 9149 35091 RENNES cedex	Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement - Couvre l'ensemble de la commune	25/07/1990



PRÉFET DU FINISTÈRE

Agence régionale de santé
Délégation territoriale du Finistère
Pôle santé environnement

Arrêté préfectoral

autorisant et déclarant d'utilité publique au bénéfice du syndicat mixte de l'Aulne :

- la dérivation et le prélèvement par pompage des eaux de la rivière Aulne à partir des prises d'eau de Prat Hir et de Coatigrac'h situées respectivement sur les communes de SAINT-COULITZ et de CHÂTEAULIN et leur utilisation pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine, ainsi que la régularisation des ouvrages et installations en place,
- l'établissement des périmètres de protection des prises d'eau de Prat Hir et de Coatigrac'h, ainsi que l'institution des servitudes afférentes,

AP n° 2013078-001 du 19 mars 2013

Le préfet du Finistère
Chevalier de la légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU la directive 2000/60/CE du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,
- VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- VU le Code rural,
- VU le Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de la santé publique, notamment les articles L 1321-2 et L 1321-3, R 1321-1 et suivants, R 1321-13.1 R 1321-13.4,
- VU le Code de l'environnement, notamment les articles L 211.7, L 213.10, L 214.1 à L 214.8, L 215-13,
- VU le Code de l'urbanisme,
- VU le Code forestier, notamment l'article R 311-1,

- VU le décret n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955,
- VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles L-1321-6, L-1321-12 et R-1321-4 du Code de la santé publique,
- VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2009-1210 du 28 juillet 2009 modifié, relatif au 4^{ème} programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2003-1434 du 18 décembre 2003 fixant le programme de vérification de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et les lieux de prélèvement des échantillons,
- VU la convention de soutien d'étiage entre la société hydraulique d'études et de mission d'assistance et le conseil général du Finistère, le syndicat des eaux du Poher, le syndicat des eaux du Stanger, le syndicat mixte de l'Aulne et la commune de Châteauneuf du Faou en date du 16 mai 2006 et son protocole annexé,
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé par le préfet de la région Centre le 18 novembre 2009,
- VU le protocole du 2 juin 1993 et son avenant n° 1 en date du 17 avril 2001, relatif à l'établissement des périmètres de protection des captages d'eau potable dans le Finistère,
- VU le rapport du 3 juillet 2001 et le courrier du 23 janvier 2009 de Monsieur Yvon Georget, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique,
- VU la délibération en date du 12 mars 2010 par laquelle le syndicat mixte de l'Aulne
- ☐ demande l'ouverture :
- *d'une enquête publique au titre du Code de l'environnement articles L 214-1 et suivants et L 215-13 et du Code de la santé publique articles L 1321-2 et L 1321-3 et R 1321-1 et suivants, portant sur :*
 - l'autorisation de prélèvement des eaux de la rivière Aulne à partir des prises d'eau de Prat Hir et de Coatigrac'h situées respectivement sur les communes de Saint-Coulitz et de Châteaulin, leur utilisation pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine ainsi que la régularisation des ouvrages existants,
 - la déclaration d'utilité publique de la dérivation et du prélèvement des eaux dans la rivière Aulne, du projet d'établissement des périmètres de protection des prises d'eau de Prat Hir et de Coatigrac'h ainsi que l'institution des servitudes afférentes,
 - *et d'une enquête parcellaire conjointe en vue de déterminer les immeubles concernés par les périmètres de protection*

- prend l'engagement
 - de conduire à son terme la procédure d'établissement des périmètres de protection des prises d'eau de Prat Hir et de Coatigrac'h,
 - de réaliser les travaux nécessaires aux prélèvements et à la réalisation des périmètres de protection immédiate,
 - d'indemniser les propriétaires et exploitants qui subiraient un préjudice du fait de la mise en place des servitudes,
 - de pourvoir au financement de l'opération tant en moyen de fonds libres que d'emprunts et de subventions,
- VU les résultats de la consultation administrative interservices et des organisations professionnelles,
- VU l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2012 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique et d'une enquête parcellaire conjointe auxquelles il a été procédé du lundi 24 septembre 2012 au vendredi 26 octobre 2012 dans les communes de Châteaulin (siège de l'enquête), Lothey, Pleyben, Saint-Coulitz, en vue de l'autorisation de prélèvement des eaux de la rivière Aulne à partir des prises d'eau de Prat Hir et Coatigrac'h situées respectivement à Saint-Coulitz et Châteaulin, leur utilisation pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine, et de la déclaration d'utilité publique des dérivations et des prélèvements d'eau, du projet d'établissement des périmètres de protection des prises d'eau de Prat Hir et de Coatigrac'h, ainsi que l'institution des servitudes afférentes,
- VU l'arrêté préfectoral du 25 février 2013 octroyant au président du syndicat mixte de l'Aulne un sursis deux mois, à compter du 27 février 2013, en vue d'achever la procédure d'obtention des autorisations sollicitées,
- VU les dossiers des enquêtes publiques et de l'enquête parcellaire conjointe et notamment les pièces certifiant que les formalités de publication et d'affichage ont été respectées,
- VU notamment les plans et l'état parcellaires des terrains compris à l'intérieur des périmètres de protection des prises d'eau,
- VU les avis de réception constatant la notification aux propriétaires intéressés du dépôt du dossier d'enquête parcellaire,
- VU le mémoire en réponse présenté par le président du syndicat mixte de l'Aulne en date du 13 novembre 2012,
- VU le rapport et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 25 novembre 2012,
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de la séance du 21 février 2013,
- VU le projet d'arrêté adressé au président du syndicat mixte de l'Aulne en date du 22 février 2013,
- VU la réponse formulée par le président du syndicat mixte de l'Aulne en date du 7 mars 2013,

CONSIDERANT

Que le caractère d'utilité publique se justifie par :

- le renforcement de l'alimentation en eau potable du syndicat mixte de l'Aulne,
- la mise en œuvre d'une protection efficace des prises d'eau de Prat Hir et de Coatigrac'h contre les risques de pollution accidentelle par l'établissement des périmètres de protection,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRETE

Article 1 - Abrogation des anciens arrêtés

L'arrêté préfectoral du 6 janvier 1970 portant déclaration d'utilité publique de travaux projetés par le syndicat mixte de l'Aulne en vue de l'alimentation en eau potable et l'arrêté préfectoral n°84-3864 du 22 octobre 1984 portant autorisation d'établir, dans le bief de Prat-Hir, une prise d'eau du syndicat mixte de l'Aulne sont abrogés.

Article 2 - Autorisation de prélèvement

Le syndicat mixte de l'Aulne est autorisé :

à prélever par dérivation une partie des eaux de la rivière Aulne à partir des prises d'eau de Prat Hir et de Coatigrac'h situées respectivement sur les communes de Saint-Coulitz et de Châteaulin. Cette autorisation est accordée conformément aux dispositions du Code de l'environnement au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des opérations prévues à l'article R.214-1.

numéro de la rubrique	installations, ouvrages, travaux et activités	régime
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L 214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1°- D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m ³ /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A)	autorisation

2.2.3.0.	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0., 2.1.2.0. et 2.1.5.0 : 1° le flux total de pollution brute étant : a) supérieur ou égal au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent.	autorisation
2.2.1.0.	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0. ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0. et 2.1.2.0., la capacité totale de l'ouvrage étant : 2° supérieure à 2000 m ³ /j ou à 5% du débit moyen interannuel du cours d'eau mais inférieure à 10000 m ³ /j et à 25% du débit moyen interannuel du cours d'eau.	déclaration

Le bénéficiaire de l'autorisation est, en particulier, tenu de se conformer aux dispositions des articles suivants de Code de l'environnement :

- L.214-17 : transport suffisant de sédiments et maintien de la libre circulation des poissons migrateurs compte tenu du classement de la rivière l'Aulne en liste 2 (arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 10 juillet 2012),
- L.214-18 : respect du débit réservé dans les cours d'eau.

Article 3 - Caractéristiques des prises d'eau

Prise d'eau de Coatigrac'h :

La prise d'eau est située sur la commune de Châteaulin, en rive droite de l'Aulne, perpendiculaire à l'écoulement, à environ 280 m à l'amont de l'écluse de Coatigrac'h. Elle est constituée d'un ouvrage en béton, ancré en berge, d'1,10 m de largeur et dont le radier est à la cote 4,47 m NGF. Une grille à barreaux de 10 mm et d'entrefer de 60 mm permet de protéger la prise d'eau des flottants.

Une canalisation de 800 mm amène l'eau prélevée vers une bache à l'intérieur de l'usine comportant 3 pompes de 450 m³/h, dont une en secours, et une pompe de 225 m³/h.

Prise d'eau de Prat Hir :

La prise d'eau est située sur la commune de Saint-Coulitz, en rive gauche de l'Aulne, à environ 1 kilomètre en amont de l'écluse de Prat Hir. Le pompage se fait perpendiculairement au sens du courant par un siphon de diamètre 600 mm enterré sous le contre-halage et plongeant dans le lit de l'Aulne à la cote 7,40 m NGF. Il est protégé par une berce ancrée en berge dont le radier est à la cote 7,00 m NGF. Le siphon amène l'eau prélevée à la station de pompage qui comprend :

- la bache du dégrilleur automatique, d'1,5 m de largeur et dont le radier est à la cote 6,50 m,
- la chambre des pompes de 4 m de largeur, dont le radier est à la cote 6 m NGF où sont placées deux pompes de 500 m³/h de capacité maximale.

L'eau prélevée est amenée à l'usine de traitement des eaux de Guy Robin.

Les plans des ouvrages existants et des projets sont annexés au dossier d'autorisation.

Article 4 - Débits prélevés

Les volumes maximaux pouvant être prélevés globalement aux prises d'eau de Prat Hir et de Coatigrac'h sont :

	horaire	Journalier global
prise d'eau de Coatigrac'h	900 m ³	18 000 m ³
Prise d'eau de Prat Hir	1 000 m ³	20 000 m ³

Article 5 - Débits réservés

Le prélèvement à partir des prises d'eau de Prat Hir et de Coatigrac'h doit permettre de maintenir dans l'Aulne à l'aval immédiat un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces y vivant.

Ce débit minimal ne doit pas être inférieur au dixième du module du cours d'eau en aval immédiat du système de prélèvements composé des 2 prises d'eau.

	Débits réservés
Prise d'eau de Coatigrac'h	2 600 l/s

Toutefois, lorsque le débit de l'amont immédiat de l'ouvrage est inférieur au dixième du module, le débit réservé est alors égal à ce débit amont auquel est retranché le débit correspondant au lâcher à partir du lac de St Michel en Brennilis.

Le débit réservé au droit de la prise d'eau est estimé par rapport aux débits mesurés à la station de jaugeage existante sur l'Aulne par corrélation des bassins versants.

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne définit au point nodal de Pont Pol Ti Glas des objectifs de quantité. Le Débit d'Objectif d'Etiage y est fixé à 2,15 m³/s. Les débits réservés ci-dessus sont en cohérence avec le DOE actualisé.

Station de référence	J4813010 Pont Pol Ti Glas Châteauneuf du Faou
Bassin versant à la station de jaugeage	1224 km ²
Bassin versant à Coatigrac'h	1477 km ²

Dans le cas où cette station de jaugeage ne serait plus fonctionnelle, le bénéficiaire s'engage à mettre en place un dispositif permettant d'obtenir de manière fiable la valeur des débits réservés.

Article 6 - Comptage des volumes prélevés

Le suivi des prélèvements sera consigné sur un registre, tenu à la disposition des autorités sanitaires et du service chargé de la police de l'eau.

Les débits suivants sont mesurés et enregistrés en continu :

- débit des eaux prélevées aux prises d'eau,
- débit des eaux traitées.

Du mois de juillet au mois d'octobre inclus, ces données sont transmises chaque semaine par message électronique au service chargé de la police de l'eau et à toute demande de sa part.

Article 7- Rejet des eaux des usines de Coatigrac'h et de Guy Robin

Les eaux rejetées à la rivière correspondant à la surverse de l'épaisseuse doivent respecter les concentrations suivantes :

	<u>Concentrations (mg/l)</u>
MES (mg/l)	<u>30</u>
DBO5 (mg/l)	<u>10</u>
DCO (mg/l)	<u>60</u>
NTK (mg/l)	<u>7</u>
pH	6,5 à 8

Par ailleurs, en ce qui concerne l'aluminium, elles doivent respecter la concentration ou le flux suivants :

	Concentration (mg/l)	Flux journalier (kg/j)
Al	0,5	1,4

Le bénéficiaire procède à des analyses des eaux de rejet de l'épaisseuse une fois par mois, de juin à novembre inclus, sur les paramètres mentionnés ci-dessus et 2 fois pour l'ensemble des autres mois de l'année. Le débit de rejet est mesuré en continu. Dans ces conditions, un débitmètre et un préleveur en continu seront mis en place sur le rejet.

Les analyses doivent être représentatives des concentrations journalières. Les résultats sont consignés dans un registre et transmis chaque fin de l'année au service chargé de la police de l'eau.

Le bénéficiaire doit veiller à ce qu'il soit possible de réaliser, par le service chargé du contrôle, une analyse des eaux rejetées.

Les premières eaux de lavage des filtres sont dirigées vers l'épaisseuse. Toutefois, lorsque la concentration en matières en suspension (MES) est inférieure à 20 mg/l, ces eaux de lavage peuvent être rejetées directement dans la rivière à l'aval de la prise d'eau. Une analyse de ces rejets directs est réalisée sur les paramètres mentionnés ci-dessus une fois par an en août, septembre ou octobre. Les résultats sont inscrits dans le registre.

Les prescriptions de cet article devront être respectées, au plus tard, un an après la signature du présent arrêté.

Article 8 - valorisation des boues hydroxydes

Un an au plus tard après la signature du présent arrêté, le bénéficiaire présentera un dossier de déclaration actualisant le plan d'épandage des boues hydroxydes.

Au cas où le bénéficiaire change le mode de valorisation ou d'élimination, il en informe le préfet.

Article 9 - Durée de l'autorisation et renouvellement de l'autorisation

L'autorisation de prélèvement est donnée pour une durée de vingt ans à dater de la signature du présent arrêté.

La demande de renouvellement de l'autorisation devra être adressée au préfet du Finistère dans les conditions de délai (deux ans au plus et six mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation), de forme et de contenu définis à l'article R.214-20 du Code de l'environnement.

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'installation.

Article 10 - Conformité et modification des installations

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

L'autorisation peut être retirée ou modifiée, sans indemnité de la part de l'Etat, dans les cas énumérés à l'article L. 214-4 du Code de l'environnement.

Conformément aux dispositions de l'article R.214-17 du Code de l'environnement, le préfet peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation de travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R.214-18 du Code de l'environnement.

Le bénéficiaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux et la sécurité civile.

Article 11 - Incident ou accident

Tout incident ou accident intéressant les installations et de nature à porter atteinte à la conservation et à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier, doivent être déclarés dans les meilleurs délais, au préfet, au service chargé de la police de l'eau et aux maires intéressés, conformément à l'article L.211-5 du Code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le bénéficiaire doit prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique et y remédier.

Des consignes particulières précisent les modalités d'intervention en cas d'accident ou d'incident. Ces événements sont également consignés au registre d'exploitation.

Article 12 - Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux, totale ou partielle, accompagné des éléments de nature à justifier du présent arrêté.

Article 13 - Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisées par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le Code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Ils sont informés de la date de début des travaux ainsi que de la date de mise en service des nouvelles installations.

Article 14 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés (article L.214-6 du Code de l'environnement).

Article 15 - Autorisation de l'utilisation des eaux prélevées pour l'alimentation humaine en eau potable au titre du Code de la santé publique articles L.1321.1 et suivants

Le syndicat mixte de l'Aulne est autorisé à utiliser l'eau superficielle de la rivière Aulne, prélevée aux prises d'eau de Prat Hir et Coatigrac'h situées respectivement sur les communes de Saint-Coulitz et Châteaulin, pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine des communes de Cast, Châteaulin, Dinéault, Fouesnant, Gouézec, Kerlaz, Landrévarzec, Le Faou, Lothey, Pleyben, Ploeven, Plomodiern, Plonévez-Porzay, Pont-de-Buis, Port-Launay, Quéménéven, Rosnoën, Saint-Coulitz, Saint-Nic, Saint-Ségal, du syndicat intercommunal d'adduction d'eau de Briec-Edern, du syndicat intercommunal pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Clohars-Fouesnant, du syndicat intercommunal des eaux de Pen ar Goyen, de la communauté de communes de la presqu'île de Crozon, de Quimper Communauté ainsi que du 4^{ème} Régiment d'Infanterie basé à Dinéault et la base de la marine implantée à Crozon.

15.1 - Filière de traitement

Le traitement des eaux prélevées aux deux prises d'eau de Coatigrac'h et de Prat Hir est effectué selon les schémas suivants respectivement aux usines de potabilisation de Coatigrac'h et de Guy Robin :

usine de Coatigrac'h, d'une capacité actuelle de 18 000 m³/jour :

- reminéralisation au lait de chaux,
- coagulation au sulfate d'alumine,
- floculation,
- décantation,
- filtration sur lit de sable,
- désinfection par ozonation.
- neutralisation à l'eau de chaux,
- postchloration à l'hypochlorite de sodium.

usine de Prat-hir, d'une capacité actuelle de 10 000 m³/jour :

- préozonation,
- reminéralisation au lait de chaux,
- coagulation au sulfate d'alumine,
- floculation,
- décantation,
- inter-ozonation,
- filtration sur sable,
- ozonation,
- reminéralisation à l'eau de chaux et au gaz carbonique,
- postchloration à l'hypochlorite de sodium.

L'injection de charbon actif est possible dans le décanteur de chaque usine.

Tout changement de procédé ou toute utilisation de produits de nature différente de celle visée par l'autorisation initiale devra faire l'objet d'une autorisation préfectorale.

15.2 – Surveillance

15.2.1 Dispositions générales

Le bénéficiaire met à disposition des fonctionnaires chargés du contrôle, sur leur réquisition, le personnel et les appareils nécessaires pour procéder à toutes mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

15.2.2 Surveillance de la qualité des eaux brutes prélevées

Le bénéficiaire met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux brutes prélevées. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité.

Un dispositif de surveillance en continu de la qualité de l'eau sera mis en place afin de prévenir l'exploitant de toute pollution accidentelle des ressources et, le cas échéant, d'arrêter la production.

Ce dispositif comprendra notamment la mise en place d'un suivi en continu au droit des deux prises d'eau pour les paramètres : température, pH, conductivité, oxygène dissous.

15.2.3 Prescriptions concernant le programme de surveillance et information des services de l'Etat

Le bénéficiaire tient obligatoirement un registre sur lequel sont reportées les opérations de mesure, de prélèvement et d'analyse faites dans le cadre de la surveillance ainsi que les résultats obtenus.

Le service chargé de la police de l'eau a libre accès à tout moment à ce registre et aux dispositifs liés aux opérations.

Sans préjudice du contrôle réglementaire mis en place sous l'autorité du directeur de l'agence régionale de santé, la personne publique ou privée responsable de la distribution d'eau est tenue de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Elle tient à la disposition du préfet les résultats de la surveillance de la qualité des eaux, notamment les informations sur le suivi des teneurs en nitrates, en matières organiques et pesticides dans l'eau brute ainsi que toute information en relation avec cette qualité. Elle porte à la connaissance du préfet tout incident pouvant avoir des conséquences pour la santé publique.

Article 16- Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au profit du syndicat mixte de l'Aulne :

- la dérivation et le prélèvement des eaux superficielles de la rivière Aulne à partir des prises d'eau de Prat Hir et de Coatigrac'h situées respectivement sur les communes de Saint-Coulitz et de Châteaulin, pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine des communes de Cast, Châteaulin, Dinéault, Fouesnant, Gouézec, Kerlaz, Landrévarzec, Le Faou, Lothey, Pleyben, Ploeven, Plomodiern, Plonévez-Porzay, Pont-de Buis, Port-Launay, Quéménéven, Rosnoën, Saint-Coulitz, Saint-Nic, Saint-Ségal, du syndicat intercommunal d'adduction d'eau de Briec-Edern, du syndicat intercommunal pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Clohars-Fouesnant, du syndicat intercommunal des eaux de Pen Ar Goyen, de la communauté de communes de la presqu'île de Crozon, de Quimper Communauté, ainsi que du 4^{ème} Régiment d'Infanterie basé à Dinéault et de la base de la marine implantée à Crozon,
- l'établissement des périmètres de protection autour des prises d'eau de Prat Hir et de Coatigrac'h.

Sont grevés de servitudes, les terrains désignés aux états parcellaires annexés, nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate et rapprochée (zones P1 et P2).

Article 17- Délimitation des périmètres de protection

Conformément aux dispositions du Code de la santé publique et notamment à celles de l'article L 1321-2, un périmètre de protection immédiate ainsi qu'un périmètre de protection rapprochée composé de deux zones distinctes (zone P1 et zone P2) sont établis autour de chacune des prises d'eau de Prat Hir et de Coatigrac'h. Ces périmètres s'étendent sur le territoire des communes de Saint-Coulitz, Lothey, Châteaulin, Pleyben conformément aux indications des plans et aux états parcellaires annexés au présent arrêté.

Article 18- Mesures de protection

18.1- Sécurisation

Une station d'alerte sera mise en place dans la bache de pompage de Prat Hir. Elle devra permettre d'analyser l'oxygène dissous, la température, la conductivité, le pH, la turbidité, l'ammonium.

Une protection de la prise d'eau de Coatigrac'h vis-à-vis des hydrocarbures devra être mise en place.

18.2- Périmètres de protection immédiate

Les périmètres de protection immédiate, propriétés du syndicat mixte de l'Aulne, se situent sur les parcelles suivantes :

- prise d'eau de Prat Hir : commune de Saint-Coulitz : parcelle BO 676 d'une superficie de 2 302 m² ;
- prise d'eau de Coatigrac'h : commune de Châteaulin : parcelle BB 0067 section C d'une superficie de 11 687 m².

18.2.1 - Interdictions

Sont interdits, à l'intérieur des périmètres de protection immédiate :

- toutes activités autres que celles nécessaires à l'entretien ou liées à l'exploitation des ouvrages et des installations ainsi qu'à leur renouvellement ; toute précaution devant être prise pour qu'elles n'entraînent pas de risque de pollution des eaux ;
- toute utilisation d'herbicides notamment les désherbants totaux, fongicides, insecticides et autres produits phytosanitaires.

18.2.2 - Prescriptions

Sont prescrites les mesures suivantes à l'intérieur des périmètres de protection immédiate :

18.2.2.1 - Prescriptions générales

- maintien en herbe rase avec exportation du produit des fauches des terrains hors voies de circulation ou maintien de l'état boisé ;
- mise en place d'une clôture à l'aide d'un grillage anti-intrusion sur la totalité du périmètre;
- entretien régulier des périmètres, de leur clôture et de leur voie d'accès;
- tenue d'un carnet de visite et d'entretien.

18.2.2.2 - Prescriptions particulières

- les plans précis des différents ouvrages et installations seront établis et mis à jour.

Spécifiques à la prise d'eau de Coatigrac'h

- le fossé situé « côté Aulne » sera à nettoyer de manière à ce que l'eau puisse y circuler ;
- un aménagement du périmètre devra être réalisé de manière à l'isoler des arrivées d'eau extérieures ;
- un fossé bétonné sera mis en place au pied du talus situé au droit de l'aire d'accueil des gens du voyage à l'aval immédiat de l'usine ;
- une clôture grillagée de 2 mètres de haut, dotée d'un portillon de même hauteur et fermant à clef, sera installée ;
- le busage de section 400 mm qui permet aux eaux de ruissellement de rejoindre l'Aulne en passant sous le chemin de halage, sera déplacé à l'aval de la prise d'eau ;
- un nettoyage des alentours du site sera effectué.

Spécifiques à la prise d'eau de Prat Hir

- le site devra être isolé des eaux de ruissellement,
- la clôture devra être remise en état,
- un escalier doté d'une rampe et d'une passerelle sera mis en place au niveau du portillon.

18.2.2.3 - Préconisation

Les arbres bordant la clôture du périmètre immédiat de la prise d'eau de Prat Hir devront être coupés.

18.3 - Périmètres de protection rapprochée

Les périmètres de protection rapprochée des prises d'eau de Prat Hir et de Coatigrac'h sont divisés en deux zones :

- le périmètre P1
- le périmètre P2.

Sans préjudice de la réglementation générale et des interdictions spécifiées par les textes réglementaires de portée générale, les clauses suivantes seront appliquées :

18.3.1 - Interdictions

Sont interdits :

18.3.1.1 - sur les zones P1 et P2

- l'ouverture et l'exploitation de carrière à ciel ouvert ou souterraine,
- le remblaiement, sans précautions particulières, des excavations et des puits existants ; tout remblaiement est soumis à autorisation préalable,
- l'ouverture d'excavations autres que celles à usage individuel et que celles nécessaires à la réalisation de travaux visés au chapitre "activités soumises à autorisation préalable",

- tout dépôts d'ordures ménagères et autres produits fermentescibles, de détritux, de déchets communément désignés inertes, de produits radioactifs et de tout produit ou matières fermentescibles susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou par ruissellement. Ne rentrent pas dans cette rubrique les dépôts de fumier issus de bâtiments sur litière paillée, les fientes comportant plus de 65 % de matière sèche et les silos taupinières pour lesquels la réglementation est visée aux 2 alinéas suivants,
- l'épandage des fertilisants engrais minéraux à moins de 5 mètres des cours d'eau permanents ou temporaires en période d'écoulement, à l'exception des fossés en bordure de voirie,
- l'épandage de tout fertilisant en dehors des périodes d'autorisation prescrites suivant leur classification au Programme d'Action du Finistère,
- le stockage en dehors des sièges d'exploitation. et non aménagés, des produits fertilisants (engrais minéraux) et des produits phytosanitaires,
- l'aspersion des produits phytosanitaires par voie aéroportée,
- le piégeage par appâts chimiques dans les cours d'eau,
- la création et l'extension de cimetière,
- la suppression de l'état boisé des parcelles. L'exploitation du bois par coupes progressives reste possible. Les zones boisées devront être classées en espaces boisés à conserver au document d'urbanisme au titre de l'article L. 130-1 du Code de l'urbanisme.
- la suppression des talus et des haies,
- la création d'établissement piscicole.

18.3.1.2 - Sur les zones P1

- la création de nouveau point de prélèvement d'eau superficielle ou souterraine quel qu'en soit l'usage, en dehors de ceux qui pourraient être réalisés pour le renforcement de l'alimentation en eau potable de la collectivité dans le respect de la réglementation applicable,
- la création de plan d'eau, mare ou étang,
- la création de nouveaux réseaux de drainage,
- l'irrigation,
- les dépôts de fumier aux champs quelle que soit leur origine,
- les silos non aménagés sur aire étanche, destinés à la conservation par voie humide d'aliments pour animaux (silos taupinières pour herbe ou maïs),
- le camping et caravaning,
- les élevages en plein air, en dehors des élevages de bovins, équidés, caprins, ovins,
- l'affouragement permanent des animaux entraînant la destruction du couvert végétal,
- l'abreuvement direct des animaux au cours d'eau en dehors des points d'eau aménagés. Ceux-ci devront être empierrés, les animaux ne devront pas avoir l'accès direct à la rivière. L'abreuvement ne devra pas donner lieu à dégradation des berges,
- la dégradation du couvert végétal,
- le retournement des pâtures du 1^{er} octobre au 1^{er} mars à l'exception des travaux préparatoires aux plantations d'arbres,
- l'épandage des fumiers de bovins, de porcs, litière bio-maîtrisée, compost de lisier de porcs, refus de tamis mécaniques issus d'un système de traitement du lisier de porcs, à moins de 35 mètres des cours d'eau permanents ou temporaires et sur les parcelles drainées,
- l'épandage des fertilisants suivants : fumier de volailles de chair, fientes de poules pondeuses, lisier de porcs, lisier de bovins, purin, refus de centrifugation issu d'un système de traitement du lisier de porcs,

- l'épandage de boues de stations d'épuration domestiques ou industrielles, de compost d'ordures ménagères et de matières de vidange,
- la manipulation des produits phytosanitaires en dehors des sièges des exploitations agricoles,
- l'aspersion des produits phytosanitaires à moins de 15 mètres des cours d'eau,
- l'emploi d'herbicides sur toute surface imperméabilisée et, sur les autres surfaces, les traitements préventifs par désherbants racinaires. Seuls sont autorisés les traitements curatifs localisés sur jeunes plantules au moyen de désherbants foliaires homologués,
- l'utilisation de traitements chimiques pour l'entretien des plantations forestières âgées de plus de trois ans ainsi que les traitements préventifs par désherbants racinaires pour l'entretien des jeunes plantations de moins de trois ans ; seuls sont autorisés les traitements curatifs localisés sur jeunes plantes au moyen de désherbants foliaires homologués,
- l'utilisation de traitements chimiques pour l'entretien des fossés et des bas-côtés de voie de circulation,
- toute nouvelle construction à vocation d'habitat en dehors des zones classées « U » dans le document d'urbanisme approuvé au jour de l'ouverture de l'enquête publique.

18.3.1.3 - Sur les zones P2

- les dépôts aux champs des fumiers issus de bâtiments sur litière paillée (accumulée ou biomâtrisée) et des fientes comportant plus de 65 % de matière sèche sur une même parcelle au-delà d'une période excédant deux mois,
- les épandages de déjections animales de types lisier ou purin, des fumiers de volailles de chair et de fientes de poules pondeuses comportant plus de 65 % de matières sèches sur les terrains dont la pente est égale ou supérieure à 10 % et sur les parcelles drainées,
- l'affouragement permanent à moins de 50 mètres des cours d'eau principaux et secondaires,
- la manipulation des produits phytosanitaires à moins de 35 mètres des cours d'eau (remplissage ou vidange des cuves, nettoyage du matériel),
- l'emploi d'herbicides sur toute surface imperméabilisée.

18.3.2 - Installations, ouvrages, travaux et activités réglementés et soumis avis à autorisation préalable

Indépendamment de l'application des articles L 211-1, L 214-1 à 214-8 et R 214-1 du Code de l'environnement, les installations, ouvrages, travaux, activités et dépôts ci-dessous désignés, sont soumis à avis préalable et devront faire l'objet avant tout début d'exécution d'une demande d'autorisation préalable adressée à l'autorité préfectorale :

18.3.2.1 Sur les zones P1 et P2

- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature, à l'exception des ouvrages d'assainissement et de consommation individuels qui devront être réalisés conformément à la réglementation en vigueur,
- la création de nouvelles voies routières ou ferroviaires et la modification des conditions d'utilisation des voies existantes,
- la création, le reprofilage ou la suppression de fossés,
- les constructions nouvelles ou en extension de l'existant ; les aménagements ou les changements de destination des constructions existantes ne pourront être autorisés que si leur réalisation ne risque pas de porter atteinte à la qualité de l'eau.

18.3.2.2 Sur les zones P1

- toute création et extension d'installation classée pour la protection de l'environnement,
- l'entretien des réseaux de drainage existants.

18.3.2.3 Sur les zones P2

- la création de nouveaux points de prélèvement d'eau d'origine superficielle ou souterraine quel qu'en soit l'usage,
- la suppression des talus et des haies,
- la création de camping et de caravanning,
- la création de plans d'eau, mares ou étangs,
- la création et l'extension de réseau d'irrigation,
- la création de réseaux de drainage,
- les extensions de carrière et les modifications de leur exploitation.

18.3.3 - Prescriptions :

Sont prescrites les mesures suivantes :

18.3.3.1 Sur les zones P1 et P2

Prescriptions générales :

- la mise en conformité avec la réglementation qui leur incombe de l'ensemble des activités présentes sur les périmètres,
- l'emploi des produits phytosanitaires selon les dispositions édictées par le droit commun et préconisées par la cellule d'orientation régionale pour la protection des eaux contre les pesticides (CORPEP) et les modalités visées aux alinéas 18.3.1.2 et 18.3.1.3 ci-dessus concernant les interdictions,
- pour les sièges d'exploitation situés dans les zones à risque, l'aménagement, au siège de celles-ci, d'une plate-forme étanche avec bac de sécurité pour prévenir tout risque d'écoulement lors de la manipulation des produits phytosanitaires et du remplissage des cuves,
- la tenue d'un cahier de fertilisation et d'un cahier d'utilisation des produits phytosanitaires,
- le réaménagement des anciennes carrières,
- la suppression des dépôts sauvages de déchets,
- la mise en conformité des systèmes d'assainissement inexistants, défectueux ou incomplets :
 - ⇒ pour les habitations non raccordables à un réseau collectif d'eaux usées, un système d'assainissement non collectif conforme à la réglementation en vigueur devra être mis en place,
 - ⇒ pour les habitations raccordables à un réseau collectif le branchement immédiat sera obligatoire,
- la suppression des points d'eau superficielle ou souterraine insalubres,
- le classement des parcelles à risque.

18.3.3.2 Sur les zones P1

Prescriptions générales

- le maintien en herbe des parcelles non boisées qui seront conduites en prairies de longue durée sans retournement pendant 5 ans. La réfection des parcelles en herbe sera gérée de façon à éviter un retournement massif simultané de la superficie en herbe des zones P1. Le retournement sera autorisé du 1^{er} mars au 30 septembre et sera obligatoirement suivi d'un réensemencement immédiat.

- ces parcelles pourront être boisées ; dans ce cas, l'ouverture du paysage sera préservée par la mise en place d'un boisement lâche.

Prescriptions spécifiques communes aux deux ressources :

- Un linéaire de haies sur talus sera créé conformément aux cartes annexées à cet arrêté.
- Le syndicat mixte de l'Aulne s'assurera auprès du concessionnaire qu'un entretien des douves du canal soit réalisé pour assurer une bonne circulation de l'eau.

Prescription spécifique sur la zone P1 de Coatigrac'h :

- Le raccordement des habitations et entreprises au réseau collectif d'assainissement devra être strictement contrôlé.

Prescription spécifique sur la zone P1 de Prat Hir :

- Le syndicat mixte de l'Aulne s'assurera auprès du maître d'ouvrage de la RN165 qu'il réalise les études et travaux pour le traitement des eaux de ruissellement avant le rejet en amont de la prise d'eau.

18.3.3.3 Sur les zones P2

- l'épandage de déjections animales sera réalisé avec un matériel approprié ;
- le fractionnement et la limitation des apports de fertilisants d'origine animale à 170 UN/ha ;
- dans le cas d'épandages de boues de stations d'épuration domestiques et industrielles, le maître d'ouvrage (collectivité ou industriel) devra fournir à l'agriculteur l'analyse physico-chimique du produit à épandre ;
- la mise en place de cultures intercalaires afin d'éviter les sols nus en hiver ;
- la mise en place d'une bande enherbée d'une largeur minimale de 15 mètres sur les parcelles bordant les cours d'eau permanents.

18.3.4 - Préconisations

Sont préconisées les mesures suivantes :

18.3.4.1 - Sur les zones P1 et P2

- la réalisation de campagnes d'information et de sensibilisation auprès des riverains, des exploitants agricoles et du personnel communal sur l'emploi et la manipulation des produits phytosanitaires,
- le contrôle tous les trois ans des pulvérisateurs à usage agricole,
- l'équipement des pulvérisateurs à usage agricole d'une réserve complémentaire en eau, de capacité suffisante pour permettre le rinçage de la cuve et l'élimination du volume de rinçage par épandage aux champs,
- la mise en place sur chacune des voies d'accès à l'entrée des périmètres de protection un panneau rappelant que l'on se situe dans un périmètre de protection d'eau potable,
- la sécurisation des cuves à fuel des bâtiments d'élevage, artisanaux ou industriels par des systèmes adaptés (double paroi, bacs de rétention...),
- envisager, s'il en reste, le transfert des fosses à lisier hors zone inondable,
- mise en place dans les déchèteries ou autre endroit stratégique de « phytobacs » à disposition des utilisateurs,
- envisager une opération globale de réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif,
- proposer un service pour la collecte et le traitement des matières de vidange des fosses septiques.

18.3.4.2 - Sur les zones P2

- en dehors des surfaces imperméabilisées où l'emploi d'herbicide est interdit, sur les chemins, les voies de circulation routière et ferroviaire et les espaces publics, le désherbage sera de préférence mécanique ou thermique. Sur les autres surfaces, il pourra être effectué selon les modalités d'emploi des herbicides fixées pour la zone P1,
- rendre systématique l'entretien de la voirie communale par fauchage ou dispositifs thermiques.

Article 19 - Modifications apportées, à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée, aux ouvrages, installations, activités, dépôts réglementés, ou à leur mode d'utilisation

D'une manière générale, à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée, toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant à un ouvrage, installation, activité, dépôt réglementé ou à son mode d'utilisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, en particulier :

- la nature, la consistance, le volume et l'objet de la modification,
- les incidences de la modification sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, en tenant compte des variations saisonnières et climatiques, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou concernées.

L'autorité signataire peut, s'il y a lieu, faire application des alinéas 2 et 3 de l'article R.214-18 du Code de l'environnement.

Article 20 - Infractions

Les infractions aux dispositions des articles 2 à 14 du présent arrêté sont passibles des peines prévues à l'article R.216-12 du Code de l'environnement.

Les infractions aux dispositions de l'article 18 du présent arrêté seront passibles, selon le cas, soit des peines réprimant un délit, soit des peines d'amende prévues à l'article L 1324-3 du Code de la santé publique.

Article 21 - Délai d'achèvement de l'opération

La mise en place des périmètres de protection des prises d'eau de Prat Hir et de Coatigrac'h devra être achevée dans un délai de cinq ans à dater de la publication du présent arrêté.

Article 22 - Délais de mise en œuvre des mesures de protection

Les prescriptions applicables aux parcelles concernées à l'article 18 - alinéa 18.3.3.2, en dehors des jardins d'agrément et des potagers à usage familial implantés sur le terrain d'emprise ou à proximité immédiate de la propriété bâtie, des parcelles maintenues en landes ou en état naturel compte tenu de leur intérêt écologique majeur, les parcelles non urbanisées et non boisées, seront conduites :

- soit en prairies de longue durée, sans retournement durant cinq ans, avec pâturage autorisé. La réfection des parcelles en herbe sera gérée de façon à éviter un retournement massif simultané de la superficie en herbe de la zone P1. Le retournement sera autorisé du 1^{er} mars au 30 septembre et sera obligatoirement suivi d'un réensemencement immédiat,
- soit en boisement forestier dès lors qu'il ne nuit pas aux équilibres écologiques ou au potentiel de dénitrification des zones humides. L'utilisation de produits chimiques sera interdite pour l'entretien des plantations forestières et pour la préparation du sol avant la mise en place des jeunes plantations.

Ces dispositions devront être mises en œuvre dans le délai maximum d'un an à dater de la notification du présent arrêté.

Les installations, activités et dépôts existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 17 devront satisfaire aux mesures de protection de l'article 18 dans un délai maximum de trois ans à compter de la publication du présent arrêté.

Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner la poursuite de leurs activités au respect des prescriptions imposées.

Article 23 - Publication et information des tiers

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection des prises d'eau de Prat Hir et de Coatigrac'h seront annexées au document d'urbanisme en vigueur dans les communes de Châteaulin, Saint-Coulitz, Lothey, Pleyben dans les conditions définies aux articles L 126-1 et R 126-1 à R 126-3 du Code de l'urbanisme dans un délai maximum de trois mois à compter de la publication du présent arrêté.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception, par les soins du président du syndicat mixte de l'Aulne, aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection.

Lorsque l'identité ou l'adresse du propriétaire est inconnue, la notification sera faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assurera l'affichage et, le cas échéant, la communiquera à l'occupant des lieux.

Les maires des communes concernées conserveront l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivreront à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y seront rattachées.

Les maires des communes de Châteaulin, Saint-Coulitz, Lothey, Pleyben sont chargés d'afficher en mairie pendant une durée minimale de deux mois, le présent arrêté. La publication de l'affichage se fera par voie d'affiche dans les communes concernées. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par l'établissement d'un procès verbal des maires.

De même, une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux diffusés dans le département du Finistère.

Dispositions de publicité spécifiques à l'autorisation de prélèvement visée à l'article 2 du présent arrêté :

Le présent arrêté sera à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Finistère pendant une durée d'au moins un an.

Un exemplaire du dossier relatif à l'autorisation de prélèvement visée à l'article 2 du présent arrêté sera mis à la disposition du public à la préfecture du Finistère ainsi qu'en mairies de Châteaulin et Saint-Coulitz pendant une durée de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

Article 24 - Renouvellement des baux ruraux sur les terrains propriété de la collectivité

A l'occasion du renouvellement des baux ruraux portant sur les terrains propriété de la collectivité, situés à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, zones P1 et P2, la collectivité notifiera au preneur, dix-huit mois au moins avant l'expiration du bail en cours, les prescriptions relatives au mode d'utilisation du sol mentionnées à l'article 18 du présent arrêté afin de préserver la qualité de la ressource en eau.

En cas de notification au preneur de nouvelles prescriptions avant la fin de son bail, mais au-delà du délai de dix-huit mois précité, les nouvelles prescriptions ne pourront entrer en vigueur qu'après le délai de dix-huit mois à compter de la notification.

La notification prévue aux deux alinéas ci-dessus, sera faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. Elle devra indiquer les motifs justifiant les prescriptions et les parcelles concernées et précisera que la décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Article 25 - Financement

Il est pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourront bénéficier les collectivités concernées, que des emprunts qu'elles pourront contracter ou de subventions qu'elles seront susceptibles d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

Article 26 - Contrôle de la qualité des eaux et des dispositifs de traitement

Les eaux doivent répondre aux conditions exigées par le Code de la santé publique et des décrets d'application relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales. Le contrôle de leur qualité, ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel est assuré par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé.

Article 27 - Voies et délais de recours

Autorisation de prélèvement - article 2

L'autorisation de prélèvement visée à l'article 2 du présent arrêté peut faire l'objet, de la part du bénéficiaire, dans le délai de deux mois à compter de la date de notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes. Un éventuel recours gracieux n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

L'autorisation de prélèvement peut faire l'objet, par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, dans un délai d'un an à compter de la date de publication ou d'affichage dudit arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la

publication ou l'affichage de cet arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Déclaration d'utilité publique - article 16 et suivants

Les dispositions du présent arrêté portant déclaration d'utilité publique sont susceptibles d'être contestées par toute personne ayant un intérêt à agir, dans les deux mois qui suivent la date de la publication collective ou de la notification individuelle, en précisant le ou les points qui sont contestés :

- par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au ministre de l'environnement. Cette démarche prolonge le délai de recours. L'absence de réponse du ministre ou de l'auteur de l'acte dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Rennes dans les deux mois suivants,
- par un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes.

Article 28 - Exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Finistère,
- le président du syndicat mixte de l'Aulne,
- les maires des communes de Saint-Coulitz, Châteaulin, Lothey, Pleyben,
- le directeur départemental des territoires et de la mer,
- le directeur général de l'agence régionale de santé de Bretagne,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

copie sera adressée pour information au :

- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- directeur départemental de la protection des populations,
- maire des communes de Cast, Dinéault, Fouesnant, Gouézec, Kerlaz, Landrévarzec, Le Faou, Ploeven, Plomodiern, Plonévez-Porzay, Pont-de-Buis, Port-Launay, Quéménéven, Rosnoën, Saint-Nic, Saint-Ségal,
- président du conseil général,
- président du syndicat intercommunal d'adduction d'eau de Briec-Edern,
- président du syndicat intercommunal pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Clohars-Fouesnant,
- président du syndicat intercommunal des eaux de Pen ar Goyen,
- président de la communauté de communes de la presqu'île de Crozon,
- président de Quimper communauté,
- président du syndicat mixte d'aménagement touristique de l'Aulne et de l'Hyères,
- président de la chambre d'agriculture du Finistère,
- président du tribunal administratif de Rennes.

Fait à Quimper, le **19 MARS 2013**
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Martin AEGER

PREFECTURE DU FINISTERE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

ARRÊTE PREFECTORAL n° 06 - 1487 du 27 SEP. 2000

* déclarant d'utilité publique au bénéfice de la Commune de Lothey

- la dérivation et le prélèvement par pompage des eaux de la source de Runigou-Vihan située sur la commune de Lothey pour l'alimentation humaine en eau potable de ladite commune,

- l'établissement des périmètres de protection du captage de Runigou-Vihan, sur la commune de Lothey, ainsi que l'institution des servitudes afférentes,

LE PREFET DU FINISTERE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, 2ème partie, titre 1er, chapitre 1er, sections 1 et 2,

VU le code rural et notamment son article 113 sur la dérivation des eaux non domaniales,

VU le code général des Collectivités territoriales,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 20 et L 20-1,

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article L.126-1,

VU la loi 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée, relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

- VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955,
- VU le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989, modifié et complété par les décrets n° 90-330 du 10 avril 1990, n° 91-257 du 7 mars 1991 et n° 95-363 du 5 avril 1995, relatifs à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine,
- VU le décret 92-1041 du 24 septembre 1992 portant application de l'article 9-1 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau,
- VU le décret 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU le décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU l'arrêté ministériel du 24 mars 1998 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 4,5,20 et 22 du décret n°89-3 du 3 janvier 1989 modifié concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales,
- VU l'arrêté préfectoral n° 95-1086 du 10 mai 1995 modifiant la répartition des attributions des services de police des eaux superficielles et souterraines,
- VU l'arrêté préfectoral n° 98-0237 du 05 février 1998, relatif au Programme d'Action du Finistère,
- VU l'arrêté préfectoral n° 00-1169 du 24 juillet 2000 donnant délégation de signature à M. J.C HERMET, Sous Préfet de Châteaulin, modifié par arrêté n° 00-1192 du 26 juillet 2000.
- VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine,
- VU la circulaire du Ministère de l'Equipement du 20 juillet 1995 relative à l'annexion obligatoire des servitudes d'utilité publique aux Plans d'Occupation des Sols,
- VU le protocole du 2 juin 1993 relatif à l'établissement des périmètres de protection des captages d'eau potable,
- VU la délibération du 1er décembre 1999 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Lothey

⊕- demande l'ouverture de l'enquête publique et de l'enquête parcellaire conjointe en vue de la déclaration d'utilité publique

- de la dérivation et du prélèvement par pompage des eaux de la source de Runigou-Vihan située sur la commune de Lothey pour l'alimentation humaine en eau potable de ladite commune,

- du projet d'établissement des périmètres de protection du captage de Runigou-Vihan, sur la commune de Lothey, ainsi que l'institution des servitudes afférentes,

⊕- prend l'engagement

- de conduire à son terme la procédure de mise en conformité des périmètres de protection du captage de Runigou-Vihan et de réaliser les travaux nécessaires à celle-ci, *

- d'indemniser les usagers de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux et les propriétaires et exploitants qui subiraient un préjudice du fait de la mise en place des servitudes, dans la mesure où les propriétaires concernés n'auraient pas fait cession à la commune,

- de pourvoir au financement de l'opération tant au moyen de fonds libres que des emprunts et des subventions.

- VU le rapport de M. THONON, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, en date du 21 avril 1995 et modifié en date du 9 décembre 1998,
- VU les résultats de la consultation interservices,
- VU l'arrêté préfectoral n° 99/2248 du 24 décembre 1999 prescrivant conjointement l'ouverture d'une enquête publique et d'une enquête parcellaire en vue de la déclaration d'utilité publique de la dérivation et du prélèvement par pompage des eaux de la source de Runigou-Vihan pour l'alimentation humaine en eau potable de la commune de Lothey et du projet d'établissement des périmètres de protection du captage de Runigou-Vihan, sur la commune de Lothey, ainsi que l'institution des servitudes afférentes,
- VU les pièces du dossier des enquêtes conjointes auxquelles il a été procédé du 7 février 2000 au 7 mars 2000 inclus et notamment les pièces certifiant que les formalités de publicité d'affichage ont été respectées,
- VU notamment le plan et l'état parcellaire des terrains compris à l'intérieur des périmètres de protection du captage,
- VU les avis de réception constatant la notification aux propriétaires intéressés du dépôt du dossier d'enquête parcellaire,
- VU le rapport et l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur sur l'utilité publique du projet en date du 20 mars 2000,
- VU l'avis émis par M. le Sous-Préfet de Châteaulin en date du 28 mars 2000 sur l'utilité publique du projet,
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de la séance du 27 juillet 2000,

CONSIDERANT que M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt a également formulé un avis favorable sur ce projet en date du 22 septembre 2000,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Finistère,

ARRETE

ARTICLE 1

Sont déclarés d'utilité publique au profit de la commune de Lothey

- la dérivation et le prélèvement par pompage des eaux de la source de Runigou-Vihan située sur la commune de Lothey pour l'alimentation humaine en eau potable de ladite commune,
- l'établissement des périmètres de protection du captage de Runigou Vihan sur la commune de Lothey,
- l'institution des servitudes afférentes,

Sont grevés de servitudes, les terrains désignés à l'état parcellaire annexé, nécessaires à la constitution des périmètres de protection rapprochée (zones A et B) du captage de Runigou-Vihan.

ARTICLE 2

La commune de Lothey est autorisée à dériver et à prélever par pompage, en vue de la consommation humaine, les eaux de la source de Runigou-Vihan située sur son territoire communal.

Le débit maximum horaire prélevé ne devra pas dépassé 18 m3/heure

Le volume maximum journalier pouvant être prélevé par pompage au captage de Runigou-Vihan ne pourra pas excéder 400 m3/jour.

Le traitement de potabilisation sera constitué par une neutralisation sur maërl et une désinfection par eau de javel.

ARTICLE 3

Conformément à l'article L 20 du code de la santé publique, et en application des dispositions du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989, modifié et complété par les décrets n° 90-330 du 10 avril 1990, n° 91-257 du 7 mars 1991 et n° 95-363 du 5 avril 1995, relatifs à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée, composé de deux zones distinctes (zone A et zone B) sont établis autour des captages. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et aux états parcellaires annexés au présent arrêté.

ARTICLE 4

MESURES DE PROTECTION

4.1 - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE DU CAPTAGE DE RUNIGOU-VIHAN

Le périmètre de protection immédiate du captage de Runigou-Vihan sera établi sur la parcelle n° 585 section B, propriété de la commune de Lothey, suivant le tracé figurant sur le plan annexé au présent arrêté.

4.1.1 - Interdictions

Sont interdits, à l'intérieur des périmètres de protection immédiate :

- toutes activités autres que celles nécessitées par son entretien ou liées à l'exploitation et à l'amélioration des ouvrages de captage et aux installations de traitement et celles nécessaires au développement de la ressource,
- toute utilisation d'herbicides notamment les désherbants totaux, fongicides, insecticides et autres produits phytosanitaires. Il en sera de même pour les fossés périphériques,
- tout apport de fertilisants d'origine organique ou minérale.

4.1.2 - Prescriptions

Sont prescrites les mesures suivantes à l'intérieur et autour du périmètre de protection immédiate :

- en dehors des zones boisées, le maintien en herbe et l'entretien régulier avec exportation du produit des fauches,
- le maintien des boisements existants ne nuisant pas à la production des ouvrages, avec un entretien exclusivement mécanique ou manuel et l'obligation d'exporter le produit des coupes. Lors de l'entretien, toutes les précautions devront étre prises pour le remplissage des réservoirs des outils à moteur afin d'éviter tout risque de pollution par les hydrocarbures,

- la pose d'une clôture grillagée munie d'un portail cadenassé, et leur maintien en bon état,
- la mise en place de fossés périphériques et leur entretien régulier, exclusivement par moyens mécaniques.

4.2 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE DU CAPTAGE DE RUNIGOU VIHAN

Sans préjudice de la réglementation générale et des interdictions spécifiées par les textes réglementaires de portée générale, notamment en ce qui concerne la conformité des sièges d'exploitation agricole et l'assainissement individuel, les clauses suivantes seront appliquées :

4.2.1 - Interdictions :

Sont interdits :

4.2.1.1 - A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, zones A et B du captage de Runigou-Vihan

- la création et l'extension de carrières à ciel ouvert ou de galeries souterraines,
- le remblaiement sans précautions particulières des excavations et des puits existants,
- l'ouverture d'excavations autres que celles à usage individuel et que celles nécessaires à la réalisation de travaux visés ci-après à l'alinéa 4.2.2 « activités soumises à autorisation préalable »,
- la création de réseau de drainage,
- la création des dépôts d'ordures ménagères et autres produits fermentescibles, d'immondices, de détritus, de déchets communément désignés inertes, de produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou par ruissellement,
- les épandages des boues de station d'épuration, des effluents d'industrie agroalimentaire, des eaux résiduaires d'origine domestique et de matières de vidanges,
- les stockages en dehors du siège des exploitations agricoles et non aménagés des produits fertilisants et des produits phytosanitaires,
- l'utilisation des produits phytosanitaires par voie aéroportée,
- la création et l'extension de cimetières,
- la suppression de l'état boisé, l'exploitation du bois sans mise à nu des parcelles restant possible. Les zones boisées devront être classées en espaces boisés à conserver au Document d'Urbanisme au titre de l'article L 130.1 du Code de l'Urbanisme,

4.2.1.2 - à l'intérieur de la zone A du captage de Runigou Vihan

- l'exploitation des carrières à ciel ouvert ou en galeries souterraines,
- la création de nouveaux points de prélèvements d'eau d'origine superficielle ou souterraine quel qu'en soit l'usage, en dehors de ceux qui pourraient être réalisés pour les besoins de renforcement de l'alimentation en eau potable de la collectivité dans le respect de la réglementation applicable,
- la création de plan d'eau, mare ou étang,
- l'irrigation,

- les dépôts de fumiers aux champs quelle qu'en soit la durée,
- les silos non aménagés sur aire étanche, destinés à la conservation par voie humide d'aliments pour animaux (silos taupinières pour herbe et maïs),
- la suppression des talus et des haies,
- le retournement des surfaces en herbe du 1er octobre au 31 janvier,
- le maintien du produit des fauches sur les parcelles,
- le pâturage,
- l'épandage des fertilisants d'origine organique, les eaux résiduelles d'origine domestique, les matières de vidange, les jus d'ensilage,
- les apports d'engrais minéraux azotés en dehors de la période d'autorisation d'épandage prescrite par le Programme d'Action du Finistère, soit du 1^{er} février au 31 août,
- la création et l'extension de bâtiment d'élevage et d'installations classées,
- l'emploi d'herbicides sur toute surface imperméabilisée. Sur les autres surfaces les traitements préventifs par désherbants racinaires sont interdits ; seuls sont autorisés les traitements curatifs localisés sur jeunes plantes au moyen de désherbants foliaires homologués et peu mobiles (KOC>1.000),
- toute nouvelle construction à vocation d'habitat,
- toute construction qui de par sa destination risque de porter atteinte à la qualité de l'eau,
- le camping et le caravaning.

4.2.1.3 - à l'intérieur de la zone B du captage de Runigou-Vihan

- les dépôts de fumier non bâchés aux champs au delà d'une période excédant un mois. Le délai est porté à deux mois en cas de dépôts bâchés. Le site de stockage sur la parcelle devra être choisi de telle manière qu'il ne présente pas de risque de rejet direct dans les eaux superficielles,
- les apports de fertilisation azotée minérale ou organique en dehors des périodes d'autorisation d'épandage prescrites par le Programme d'Action du Finistère

4.2.2 - Installations, ouvrages, travaux et activités réglementés et soumis à demande d'autorisation préalable auprès de l'autorité préfectorale

Indépendamment de l'application du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, et notamment de son article 2, les installations, ouvrages, travaux, activités et dépôts ci-dessous désignés, sont soumis à autorisation préalable et devront faire l'objet avant tout début d'exécution d'une demande d'autorisation préalable adressée à l'autorité préfectorale,

4.2.2.1 - A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée zones A et B) du captage de Runigou-Vihan

- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature. Les ouvrages d'assainissement et d'alimentation individuels devront être réalisés conformément à la réglementation en vigueur,

- la création de nouvelles voies de communication routières ou ferroviaires et la modification des conditions d'utilisation des voies existantes,
- la création, le reprofilage ou la suppression de fossés,
- tout remblaiement.
- toute construction nouvelle ou en extension de l'existant ainsi que l'aménagement et le changement de destination des constructions existantes,

4.2.2.2 - à l'intérieur de la zone B du captage de Runigou-Vihan

- la suppression des talus et des haies,
- la création de nouveaux points de prélèvements d'eau d'origine superficielle ou souterraine quel qu'en soit l'usage,
- la création de campings et caravanings,
- la création de plan d'eau, mare ou étang,
- la création de réseau d'irrigation.

4.2.3 - Prescriptions

Sont prescrites les mesures suivantes :

4.2.3.1 - Sur l'ensemble du périmètre de protection rapprochée (zones A et B)

- la mise en conformité avec la réglementation qui leur incombe de l'ensemble des activités présentes sur le périmètre de protection rapprochée,
- l'entretien des voies de circulation routière et ferroviaire et des espaces publics par moyens mécaniques ou thermiques. A défaut, il devra être effectué selon les modalités d'emploi des herbicides fixées à l'article 4, alinéa 4.2.1.2 "interdictions à l'intérieur de la zone A du périmètre de protection rapprochée".
- l'emploi des produits phytopharmaceutiques selon les dispositions édictées par le droit commun et préconisées par le CORPEP, en dehors des herbicides dont les interdictions d'usage en périmètre de protection rapprochée sont visés à l'article 4, l'alinéa 4.2.1.2 «interdictions à l'intérieur de la zone A",
- la mise en conformité des systèmes d'assainissement individuel défectueux ou inexistant :
 - pour les habitations non raccordables à un réseau collectif d'eaux usées, mis en place d'un système d'assainissement conforme à la réglementation en vigueur,
 - pour les habitations raccordables à un réseau collectif, branchement obligatoire et immédiat.
- la vérification de l'étanchéité des cuves à fuel domestique enterrées ou non, situées à l'extérieur des habitations et leur remplacement immédiat en cas de défectuosité ou de fuite avérée.
- la suppression des points d'eau superficielle ou souterraine insalubres

4.2.3.2 - A l'intérieur de la zone A

- la conduite des parcelles non boisées en prairies fauchées, non pâturées et récoltées. Elles pourront également être boisées.

- dans le cas du maintien des parcelles pour une production d'herbe ou de foin à usage agricole, l'exploitation des parcelles en prairies de longue durée, sur une période de cinq années sans retournement. Le retournement sera soumis à autorisation préalable du maître-d'ouvrage et géré suivant un plan de renouvellement,

- le fractionnement des apports minéraux azotés durant la période d'autorisation du 1er février au 31 août,

- en cas de boisement, l'utilisation de traitements chimiques pour l'entretien des plantations âgées de plus de trois ans. Pour l'entretien des jeunes plantations de moins de trois ans, les traitements préventifs par désherbants racinaires seront interdits ; seuls seront autorisés les traitements curatifs localisés sur jeunes plants au moyen de désherbants foliaires homologués et peu mobiles (KOC>1000).

4.2.3.3 - A l'intérieur de la zone B

- l'implantation des silos non aménagés sur aire étanche, destinés à la conservation par voie humide d'aliments pour animaux (silos taupinières pour herbe et maïs) sur des parcelles ne présentant pas de risque de ruissellement des jus vers les eaux superficielles.

4.2.4 - Préconisations

Indépendamment des prescriptions spécifiques à chacune des zones A et B du périmètre de protection rapprochée et à la mise en conformité des installations existantes avec la réglementation générale,

Sont préconisées les mesures suivantes :

4.2.4.1 - A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, zones A et B

- la mise en place d'un suivi agronomique sur une période de 3 ans. Ce suivi comportera un volet d'information et de sensibilisation des exploitants agricoles sur l'emploi et la manipulation des produits phytosanitaires.

- la réalisation de campagnes d'information et de sensibilisation des riverains et du personnel communal sur l'emploi et la manipulation des produits phytosanitaires à usage urbain.

4.2.4.2 - A l'intérieur de la zone A

- la matérialisation du périmètre de protection rapprochée zone A, à la diligence de la collectivité, lorsque ses limites ne sont pas constituées par des limites naturelles, talus ou haies. Cette matérialisation sera complétée par des panneaux d'information placés aux principaux accès du périmètre de protection rapprochée zone A.

4.2.4.3 - A l'intérieur de la zone B

- la mise en place de cultures intercalaires et d'un couvert végétal pour éviter les sols nus en hiver,

ARTICLE 5

D'une manière générale, à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant à un ouvrage, installation, activité, dépôt réglementé, ou à son mode d'utilisation doit être portée avant sa réalisation, à la connaissance du préfet du Finistère avec tous les éléments d'appréciation, en particulier :

- la nature, la consistance, le volume et l'objet de la modification,

- les incidences de la modification sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, en tenant compte des variations saisonnières et climatiques, en fonction des procédés mis en oeuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou concernées.

L'autorité signataire peut, s'il y a lieu, faire application des alinéas 2 et 3 de l'article 15 du décret 93-742 du 29 mars 1993.

ARTICLE 6

Les infractions aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté seront passibles, selon le cas, soit des peines réprimant un délit, prévues aux articles 22 et 23 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, soit des peines d'amende prévues par le décret 93-742 du 29 mars 1993 et notamment par son article 44.

ARTICLE 7

A l'exception de la prescription mentionnée au point 4.2.3.2 – A l'intérieur de la zone A : « la conduite des parcelles non boisées en prairies fauchées, non pâturées et récoltées » qui devra être mise en oeuvre dans le délai maximum d'un an à dater de la notification du présent arrêté, les installations, activités et dépôts existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 3 devront satisfaire aux mesures de protection de l'article 4 dans un délai maximum de trois ans à compter de la publication du présent arrêté.

Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner la poursuite de leurs activités au respect des prescriptions imposées.

ARTICLE 8

Le périmètre de protection immédiate du captage de Runigou-Vihan sera clos par la collectivité de façon efficace.

La mise en place des périmètres de protection du captage et forage de Reuniou devra être achevée dans un délai de cinq ans à dater de la publication du présent arrêté

ARTICLE 9

Les servitudes instituées à l'intérieur des périmètres de protection seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques. Elles devront être annexées au Document d'Urbanisme de la commune de Lothey dans un délai maximum de trois mois à compter de la publication du présent arrêté.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite, par les soins de M. le Maire de Lothey, aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée du captage de Runigou-Vihan

M. le Maire de Lothey est chargé de faire publier par voie d'affiche en mairie, le présent arrêté. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par l'établissement d'un certificat d'affichage.

ARTICLE 10

Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra bénéficier la collectivité concernée que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

ARTICLE 11

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et le décret 89.3 modifié et complété susvisé, le contrôle de leur qualité ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 13

Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans le délai de deux mois à compter de la date de réception de sa notification,

- soit en exerçant l'un des deux recours administratifs suivants :
 - ✧ soit un recours gracieux qui devra m'être adressé sous le timbre M. le Préfet du Finistère
 - ✧ soit un recours hiérarchique devant le Ministre de l'Intérieur,
- soit en formant un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de RENNES.

ARTICLE 14

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Finistère,
- M. le Sous-Préfet de Châteaulin
- M. le Maire de Lothey,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux

Ampliation sera adressée pour information à :

- M. le Directeur Départemental de l'Equipement,
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- M. le Président de la Chambre d'Agriculture.

LE PREFET,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général

Hervé BOUCHAERT

POUR AMPLIATION
Le Chef de Bureau



J. KERNINON



Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Bretagne

ARRETE n° 2017009-0050

**instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour
des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé**

Commune de LOTHEY

Le Préfet du Finistère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30 et R.555-31 ;

VU le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;

VU l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

VU l'étude de dangers de GRTgaz en date du 3 septembre 2014 ;

VU le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bretagne, en date du 22 novembre 2016 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Finistère, en date du 15 décembre 2016 ;

CONSIDERANT que, en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R.555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent être protégées par des servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation ;

CONSIDERANT que, conformément à l'article L.555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par les canalisations de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

Des servitudes d'utilité publique, de type I3, sont instituées dans trois zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport.

Les canalisations et les trois distances (SUP1, SUP2 et SUP3) correspondant aux trois zones d'effets définissant les zones de servitudes sont décrites dans les tableaux ci-dessous.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée ⁽¹⁾ au présent arrêté. En cas de différence entre les valeurs des distances SUP1 figurant dans les tableaux et leurs mesures sur la carte annexée au présent arrêté, seules font foi les valeurs des tableaux appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Nom de la commune : Lothey

Code INSEE : 29142

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par le transporteur :

**GRTgaz
6, rue Raoul Nordling
92270 BOIS-COLOMBES**

Ouvrages traversant la commune :

Nom de la canalisation	Pression Maximale en Service (en bar)	Diamètre Nominal (en mili- mètre)	Longueur dans la commune (en mètre)	Implantation	Zones de servitudes (distance en mètres de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
DN250-1978- ELLIANT_GOUESNOU	67,7	250	3 942	ENTERRE	75	5	5

Article 2

Conformément à l'article R.555-30b du code de l'environnement, les zones d'effets et de servitudes sont les suivantes :

Zone SUP1 :

- La zone de servitude définie par la distance SUP1 est la zone d'effets létaux (ou zone de dangers graves) du phénomène dangereux dit "de référence majorant" au sens de l'article R.555-39b du code de l'environnement.

- Dans cette zone, la délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R.555-31 du code de l'environnement. L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Zone SUP2 :

- La zone de servitude définie par la distance SUP2 est la zone d'effets létaux (ou zone de dangers graves) du phénomène dangereux dit "de référence réduit" au sens du R.555-39b du code de l'environnement.

- Dans cette zone, l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Zone SUP3 :

- La zone de servitude définie par la distance SUP3 est la zone d'effets létaux significatifs (ou zone de dangers très graves) du phénomène dangereux dit "de référence réduit" au sens du R.555-39b du code de l'environnement.

- Dans cette zone, l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3

Conformément à l'article R.555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des trois zones définies dans le présent arrêté.

Article 4

Les servitudes instituées par le présent arrêté seront annexées au document d'urbanisme de la commune de Lothey conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5

En application de l'article R.555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la Préfecture du Finistère et sera adressé au maire de la commune de Lothey.

Article 6

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Finistère, le maire de la commune de Lothey, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Finistère, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Bretagne sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au Directeur de GRTgaz.

QUIMPER, le 09 JAN. 2017

Pour le Préfet,
Le secrétaire général,


Alain CASTANIER

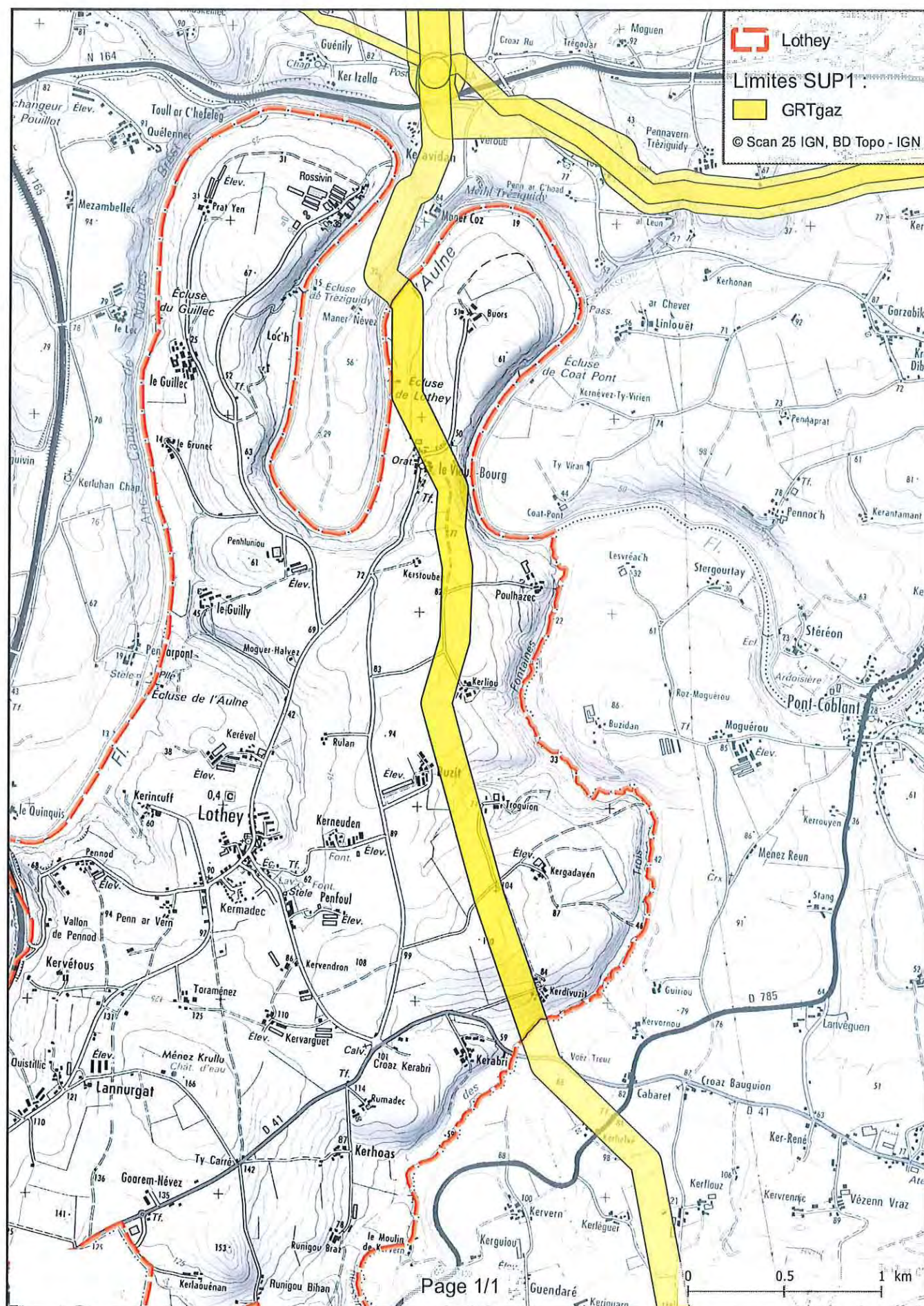
Destinataires

Mme le maire de LOTHEY
M. le Directeur de GRTgaz
M. le directeur départemental des territoires et de la mer
M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)

(1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :

- la préfecture du Finistère
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne
- la mairie de Lothey

Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



A. 244.000-01

Arrêté du 25 juillet 1990

RELATIF AUX INSTALLATIONS DONT L'ÉTABLISSEMENT
À L'EXTÉRIEUR DES ZONES GREVÉES DE SERVITUDES
AÉRONAUTIQUES DE DÉGAGEMENT EST SOUMIS À
AUTORISATION

(JO du 21 novembre 1990, p. 14314)

NOR : EQUA9000474A

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE, LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,
LE MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DES
TRANSPORTS ET DE LA MER, LE MINISTRE DES
DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER, PORTE-
PAROLE DU GOUVERNEMENT, ET LE MINISTRE DÉLÉGUÉ
APRÈS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article
R. 421-38-13 ;

Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses
articles R. 241-1 à R. 241-3, R. 244-1 et D. 244-1 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les
spécifications techniques destinées à servir de base à
l'établissement des servitudes aéronautiques ;

Vu l'avis de la commission centrale des servitudes
aéronautiques en date du 14 décembre 1988,

ARRÊTENT :

Article premier. — Les installations dont
l'établissement à l'extérieur des zones grevées de
servitudes aéronautiques de dégagement est soumis
à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile
et du ministre chargé des armées comprennent :

- a. En dehors des agglomérations, les installations
dont la hauteur en un point quelconque est
supérieure à 50 m au-dessus du niveau du sol ou
de l'eau ;
- b. Dans les agglomérations, les installations dont la
hauteur en un point quelconque est supérieure à
100 m au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Sont considérées comme installations toutes
constructions fixes ou mobiles.

Sont considérées comme agglomérations les
localités figurant sur la carte aéronautique au 1/
500 000^e (ou son équivalent pour l'outre-mer) et
pour lesquelles des règles de survol particulières
sont mentionnées.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes
électriques dont l'établissement est soumis à celles
de la loi du 15 juin 1906 et des textes qui l'ont
modifiée ainsi qu'à celles de l'arrêté du
31 décembre 1984 fixant les spécifications
techniques destinées à servir de base à
l'établissement des servitudes aéronautiques.

Art. 2. — Pour l'application du troisième alinéa de
l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, ne
peuvent être soumises à un balisage diurne et
nocturne, ou à un balisage diurne ou nocturne, que
les installations (y compris les lignes électriques)
dont la hauteur en un point quelconque au-dessus
du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

- a. 80 m, en dehors des agglomérations ;
- b. 130 m, dans les agglomérations ;
- c. 50 m, dans certaines zones, ou sous certains
itinéraires où les besoins de la circulation
aérienne le justifient, notamment :
 - les zones d'évolution liées aux aérodromes ;
 - les zones montagneuses ;
 - les zones dont le survol à très basse hauteur
est autorisé.

Toutefois, en ce qui concerne les installations
constituant des obstacles massifs (bâtiments à usage
d'habitation, industriel ou artisanal), il n'est
normalement pas prescrit de balisage diurne lorsque
leur hauteur est inférieure à 150 m au-dessus du
niveau du sol ou de l'eau.

Le balisage des obstacles doit être conforme aux
prescriptions fixées par le ministre chargé de
l'aviation civile.

Art. 3. — L'arrêté du 31 juillet 1963 définissant les
installations dont l'établissement à l'extérieur des
zones grevées de servitudes aéronautiques de
dégagement est soumis à autorisation du ministre
chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des
armées est abrogé.

Art. 4. — les dispositions du présent arrêté sont
applicables dans les territoires d'outre-mer et la
collectivité territoriale de Mayotte, sous réserve des
dispositions applicables à chaque territoire en
matière d'urbanisme et d'aménagement du
territoire.

Art. 5. — Le directeur général de l'aviation civile, les chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, le directeur de l'architecture et de l'urbanisme, le directeur général des collectivités locales, le directeur de la sécurité civile et le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 juillet 1990.

*Le ministre de l'équipement, du logement,
des transports et de la mer,*

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

J.-C. SPINETTA

Le ministre de la défense,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet civil et militaire,

D. MANDELKERN

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

C. VIGOUROUX

*Le ministre des départements
et territoires d'outre-mer,*

porte-parole du Gouvernement,

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des affaires économiques,
sociales et culturelles de l'outre-mer,*

G. BELORGEY

Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

D. CADOUX

C. 244.000-02

Circulaire du 25 juillet 1990

RELATIVE À L'INSTRUCTION DES DOSSIERS DE DEMANDE D'AUTORISATION D'INSTALLATIONS SITUÉES À L'EXTÉRIEUR DES ZONES GREVÉES DE SERVITUDES AÉRONAUTIQUES DE DÉGAGEMENT

(JO du 21 novembre 1990, p. 14314)

NOR : EQUA9000475C

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE, LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, LE MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DE LA MER, LE MINISTRE DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT, ET LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

à MM. les préfets de région, les délégués du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer, les préfets (directions départementales de l'équipement), les directeurs régionaux de l'équipement, les directeurs régionaux et chefs de service d'État de l'aviation civile, le directeur général d'Aéroports de Paris, les directeurs des travaux publics des départements et territoires d'outre-mer, les directeurs des aéroports principaux, les directeurs et chefs de service des travaux maritimes, le chef du service des bases aériennes, le chef du service technique des bases aériennes, les chefs des services spéciaux des bases aériennes, les directeurs des ports autonomes et services maritimes chargés des bases aériennes, le chef du service technique de la navigation aérienne, les chefs d'état-major des armées de terre, air, mer, le commandant de l'ALAT, le chef du service central de l'aéronautique navale, le directeur de la circulation aérienne militaire, le directeur de l'infrastructure de l'air, les commandants des régions aériennes, les préfets maritimes et commandants d'arrondissement maritime, le commandant des forces aériennes de la zone Sud de l'océan Indien, le commandant des forces aériennes aux Antilles et en Guyane, le commandant des forces aériennes en Polynésie française, le commandant des forces aériennes en Nouvelle-Calédonie, le délégué à l'espace aérien,

La présente circulaire, prise en application de l'arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation, a pour but de définir la procédure et les règles à appliquer pour l'instruction des dossiers concernant ces demandes d'autorisation d'installations.

I. RAPPEL DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

L'article R. 244-1 du code de l'aviation civile stipule :

À l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement en application du présent titre, l'établissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne est soumis à une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées.

Des arrêtés ministériels déterminent les installations soumises à autorisation.

L'autorisation peut être subordonnée à l'observation de conditions particulières d'implantation, de hauteur ou de balisage suivant les besoins de la navigation aérienne dans la région intéressée.

Lorsque les installations en cause ainsi que les installations visées par la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie qui existent à la date du 8 janvier 1959 constituent des obstacles à la navigation aérienne, leur suppression ou leur modification peut être ordonnée par décret pris après avis de la commission visée à l'article R. 242-1.

Les dispositions de l'article R. 242-3 ci-dessus sont dans ces cas applicables.

Les installations visées par cet article R. 244-1 du code de l'aviation civile sont définies par les dispositions de l'arrêté interministériel du 25 janvier 1990 prévoyant une autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées lorsque leur hauteur est supérieure à 50 m en dehors des agglomérations et 100 m dans les agglomérations.

L'article R. 421-38-13 du code de l'urbanisme stipule :

Lorsque la construction est susceptible, en raison de son emplacement et de sa hauteur, de constituer un obstacle à la navigation aérienne et qu'elle est soumise pour ce motif à l'autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées, en vertu de l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile, le permis de construire ne peut être délivré qu'avec l'accord des ministres intéressés ou de leurs délégués. Cet accord est réputé donné faute

de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction.

II. INSTRUCTION DES DEMANDES D'AUTORISATION

1. Installations soumises au permis de construire

La demande d'autorisation est constituée par le dossier de permis de construire.

Le service chargé de l'instruction de la demande de permis de construire transmet un exemplaire de la demande d'autorisation de construire à la direction régionale de l'aviation civile ou au service d'État de l'aviation civile ou à la direction générale d'Aéroports de Paris et à la région aérienne et, éventuellement, à la région maritime concernée, avec copie au chef du district aéronautique.

À cette demande, le service chargé de l'instruction de la demande de permis de construire doit :

- joindre un plan de situation de l'installation projetée à l'échelle 1/25000 (ou 1/20000);
- joindre un extrait du plan cadastral;
- préciser la cote au pied de l'installation et sa hauteur.

2. Installations non soumises au permis de construire

Les déclarations adressées au directeur départemental de l'équipement, conformément aux dispositions de l'article D. 244-2 du code de l'aviation civile, sont transmises à la direction régionale de l'aviation civile ou au service d'État de l'aviation civile ou à la direction générale d'Aéroports de Paris et à la région aérienne et, éventuellement, à la région maritime concernée, avec copie au chef du district aéronautique.

À cette demande, le directeur départemental de l'équipement doit :

- joindre un plan de situation de l'installation projetée à l'échelle 1/25000 (ou 1/20000);
- joindre un extrait du plan cadastral;
- préciser la cote au pied de l'installation et sa hauteur.

3. Instruction des demandes

- a. Le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'État de l'aviation civile ou le directeur général d'aéroports de Paris recueille l'avis du chef de district aéronautique (lorsqu'il existe).
- b. Le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'État de l'aviation civile ou le directeur général d'Aéroports de Paris ou le commandant de la région aérienne et le préfet maritime font procéder à une étude afin de faire apparaître comment se situe l'obstacle projeté par rapport aux zones de servitudes aéronautiques et aux zones d'évolution liées aux aérodromes existants ou projetés, ainsi qu'à l'ensemble des zones de l'espace aérien susceptibles d'être utilisées par les aéronefs.
- c. L'autorisation est accordée sous réserve, le cas échéant, d'une ou des deux conditions suivantes :
 - balisage de l'obstacle;
 - limitation de sa hauteur.
- d. Le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'État de l'aviation civile ou le directeur général d'Aéroports de Paris et le commandant de la région aérienne et le préfet maritime font parvenir leur décision au service chargé de l'instruction de la demande de permis de construire en respectant le délai d'un mois.
- e. Le service chargé de l'instruction à la demande de permis de construire prend en considération les avis formulés.
- f. Dans tous les cas et conformément à l'instruction relative au service d'information aéronautique, lorsque l'autorisation a été donnée et les installations réalisées, le directeur régional de l'aviation civile ou le chef de service d'État de l'aviation civile ou le directeur général d'Aéroports de Paris demande au service d'information aéronautique :
 - de porter à la connaissance des navigateurs aériens, par voie de Notam, l'existence (ou la suppression) de tout obstacle dépassant 50 m au-dessus du sol hors agglomération et 100 m au-dessus du sol en agglomération;
 - de faire figurer (ou de supprimer) cet obstacle artificiel dans (de) la liste des obstacles artificiels isolés de l'AIP.

Si l'obstacle dépasse 100 m au-dessus du sol, le service de l'information aéronautique prend, en outre, les dispositions pour les faire figurer sur les cartes aéronautiques au 1/500000e OACI (ou la carte équivalente pour l'outre-mer).

- h. Le propriétaire de l'installation doit aviser le directeur général d'Aéroports de Paris ou le chef de district aéronautique, lorsqu'il existe, de toute interruption de fonctionnement du balisage, afin que l'information soit portée à la connaissance des navigateurs aériens par voie de Notam.

III. RÈGLES À APPLIQUER

1. Principe général

Le refus de délivrer l'autorisation de construire une installation de hauteur supérieure à celle qui rend cette autorisation obligatoire doit être exceptionnel.

2. Balisage des obstacles

Il est rappelé qu'un balisage ne peut être prescrit que pour les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

- a. 80 m, en dehors des agglomérations;
- b. 130 m, dans les agglomérations;
- c. 50 m, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires ou les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :
 - les zones d'évolution liées aux aérodromes;
 - les zones montagneuses;
 - les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Toutefois, en ce qui concerne les installations constituant des obstacles massifs, il n'est normalement pas prescrit de balisage diurne lorsque leur hauteur est inférieure à 150 m au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

3. Zones d'évaluation liées aux aérodromes

Une attention particulière doit être apportée à l'étude des dossiers relatifs aux projets d'installations situées dans les « zones d'évolution liées aux aérodromes » susceptibles d'être utilisées lors de

l'exécution de procédures d'approche et de départ, et pouvant intéresser des zones hors servitudes de dégagement.

Dans ces zones, les obstacles peuvent être particulièrement contraignants et, dans certains cas, avoir une répercussion notable sur les minimums opérationnels de l'aérodrome entraînant, de ce fait, une réduction des taux de régularité.

IV. INSTRUCTION DES DEMANDES D'INSTALLATION DES LIGNES ÉLECTRIQUES ET DES CENTRES RADIOÉLECTRIQUES

Les lignes électriques et les centres radioélectriques, en raison de leur nature, font l'objet de procédures particulières; ces procédures ne sont pas modifiées par la présente circulaire.

Les dossiers des lignes électriques sont instruits conformément à la loi du 15 juin 1906 et aux textes qui l'ont modifiée.

Les demandes d'installation des stations radioélectriques sont soumises à la procédure dite de la « CORESTA » (commission d'étude de la répartition géographique des stations radioélectriques).

V. APPLICATION DE LA CIRCULAIRE DANS LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MAYOTTE

Chaque territoire peut établir une circulaire d'application à partir du texte applicable en métropole, en tenant compte des dispositions particulières locales.

Demeurent toutefois applicables dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte les dispositions de la présente circulaire dans le cas où une circulaire particulière n'a pas été établie.

VI. TOUTES LES DISPOSITIONS ANTÉRIEURES AYANT LE MÊME OBJET SONT ABROGÉES

VII. Les directeurs régionaux de l'aviation civile ou les chefs de services d'État de l'aviation civile, le directeur général d'Aéroports de Paris, les préfets (DDE), les directeurs des travaux publics des départements et territoires d'outre-mer, les commandants des régions aériennes et les préfets maritimes sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution de la présente circulaire, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Paris, le 25 juillet 1990.

*Le ministre de l'équipement, du logement,
des transports et de la mer,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,*

J.-C. SPINETTA

*Le ministre de la défense,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet civil et militaire,*

D. MANDELKERN

*Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,*

C. VIGOUROUX

*Le ministre des territoires d'outre-mer,
porte-parole du Gouvernement,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,*

A. CHRISTNACHT

*Le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,*

D. CADOUX

ANNEXE

LISTE DES NOMS ET ADRESSES DE ⁽¹⁾

- 1° Aéroports de Paris.
- 2° Directions régionales de l'aviation civile.
- 3° Services d'État et services de l'aviation civile
 outre-mer.
- 4° Districts aéronautiques.
- 5° Régions aériennes, régions maritimes et
 commandements des forces aériennes

1. La liste des noms et adresses des correspondants civils et militaires peut être consultée au Bulletin officiel du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

N°

0071

Pour Ampliation

P. Le Chef du Bureau du Cabinet,

DÉCRET

10 AOUT 1992

Henri CARRÈRE

fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection
contre les obstacles applicables au voisinage de stations et
sur les parcours des faisceaux hertziens Cast = Lannédern et
Coray - Quimper-Penhars, traversant le département du
Finistère.

NOR

PTT S 92 00325

D

LE PREMIER MINISTRE

Sur le rapport du ministre de l'équipement, du logement
et des transports, et du ministre des postes et télécommunica-
tions ;

Vu le code des postes et télécommunications, articles
L. 45-1, L. 54 à L. 56 et L. 63 et articles R. 21 à R. 26, instituant
des servitudes pour la protection radioélectrique contre les
obstacles ;

Vu l'accord préalable du ministre de l'industrie et du
commerce extérieur en date des 20 décembre 1991 et
30 mars 1992 ;

Vu l'accord préalable du ministre de l'agriculture et
de la forêt en date des 19 décembre 1991 et 2 mars 1992 ;

Vu l'avis du comité de coordination des télécommunica-
tions en date des 23 mars 1992 et 13 avril 1992,

Décète :

Art. 1er - sont approuvés les plans ci-joints fixant
les limites des zones secondaires de dégagement des stations de
Lannédern et Coray, situées sur le parcours des faisceaux hert-
ziens Cast = Lannédern et Coray = Quimper-Penhars, ainsi que
celles des zones spéciales de dégagement entre les stations de
Cast et Lannédern, de Coray et Quimper-Penhars.

Art. 2 - Les zones secondaires et les zones spéciales
de dégagement intéressant le département du Finistère sont dé-
finies sur ces plans par les tracés en noir.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles
fixées par l'article R. 24 du code des postes et télécommuni-
cations.

.../...

10 N° 188

14 AOUT 1992

Art. 3 - La partie la plus haute des obstacles créés dans ces zones ne devra pas dépasser les cotes fixées sur les plans.

Art. 4 - Le ministre de l'équipement, du logement et des transports, et le ministre des postes et télécommunications, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 10 AOUT 1992

Pierre BEREGOVY

Par le Premier ministre :

Le ministre
des postes et télécommunications,

Emile ZUCCARELLI

Le ministre de l'équipement,
du logement et des transports,

Jean-Louis BIANCO

SANC
CAST
ST COULITZ
LOTHÉY
GOUVEZEC
LEMMON
STTHOIS
CHATEAUNEUF DU FAOU

Pour ampliation
P. le Directeur Général
des Postes et Télécommunications

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR

NOR

1995 00264 D

J.-P. PISTOLET

DÉCRET du 21 MARS 1995 n° 114

fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables au voisinage d'une station et sur le parcours du faisceau hertzien Cast = Châteauneuf-du-Faou, traversant le département du Finistère.

LE PREMIER MINISTRE

Sur le rapport du ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, et du ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur ;

Vu le code des postes et télécommunications, articles L. 45-1, L. 54 à L. 56 et L. 63 et articles R. 21 à R. 26, instituant des servitudes pour la protection radioélectrique contre les obstacles ;

Vu le décret du 30 avril 1981 fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables au voisinage des stations et sur le parcours du faisceau hertzien Châteaulin = Châteauneuf-du-Faou, traversant le département du Finistère ;

Vu l'accord préalable du ministre de l'agriculture et du développement rural en date du 26 mars 1993 ;

Vu l'avis du comité de coordination des télécommunications en date du 5 janvier 1995,

Décète :

Art. 1er - est approuvé le plan ci-joint fixant les limites de la zone secondaire de dégagement de la station de Châteauneuf-du-Faou, située sur le parcours du faisceau hertzien Cast = Châteauneuf-du-Faou, ainsi que celles de la zone spéciale de dégagement entre les stations de Cast et Châteauneuf-du-Faou.

Art. 2 - La zone secondaire et la zone spéciale de dégagement intéressant le département du Finistère sont définies sur ce plan respectivement par le tracé en noir et par le tracé en vert.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R. 24 du code des postes et télécommunications.

.../...

2

Art. 3 - La partie la plus haute des obstacles créés dans ces zones ne devra pas dépasser les cotes fixées sur le plan.

Art. 4 - Les dispositions du décret susvisé du 30 avril 1981 sont, en ce qui concerne la station de Châteauneuf-du-Faou, complétées par les présentes dispositions.

Art. 5 - Le ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, et le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 21 MARS 1995

Edouard BALLADUR

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'industrie,
des postes et télécommunications
et du commerce extérieur,

José ROSSI

Le ministre de l'équipement,
des transports et du tourisme,

Bernard BOSDON

PT2
E
12

MINISTÈRE DE L'URBANISME,
DU LOGEMENT ET DES TRANSPORTS

Ampliation certifiée conforme
Pour le Ministre Général du Gouvernement

DÉCRET du 19 SEP. 1985

fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection
contre les obstacles applicables autour des Centres radioélectriques
de PONT-de-BUIS-ROCH-HUEL (n° 29-26-019) et GOUZEC-MENEZ-MORLONG (n° 29-26-020)
ainsi que sur le parcours du faisceau hertzien reliant ces deux stations.

LE PREMIER MINISTRE

Sur le rapport du ministre de l'Urbanisme, du Logement et des
Transports,

VU le code des Postes et Télécommunications, articles L 54 à L 56 et
L 57 et articles R 21 à R 26, instituant des servitudes pour la
protection contre les obstacles ;

VU l'accord préalable du ministre de l'Agriculture en date du
4 avril 1985 ;

VU l'accord préalable du ministre du Redéploiement Industriel et
du Commerce Extérieur en date du 3 avril 1985 ;

VU l'avis du Comité de Coordination des Télécommunications en date
du 23 avril 1985.

DECRETE

Article 1er - Est approuvé le plan ci-joint (1) fixant les limites des
zones de dégagement instituées autour des Centres de réception
radioélectrique de PONT-de-BUIS-ROCH-HUEL (n° 29-26-019) et GOUZEC-
MENEZ-MORLONG (n° 29-26-020) ainsi que sur le parcours du faisceau
hertzien reliant ces deux stations.

Article 2 - La zone primaire de dégagement est définie par le tracé en rouge sur le plan, la zone secondaire par le tracé en noir. La zone spéciale de dégagement sur le parcours du faisceau hertzien, d'une largeur de 500 m, est définie par le tracé en vert.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R 24 du code des Postes et Télécommunications.

Article 3 - La partie la plus haute des obstacles fixes ou mobiles créés dans ces zones ne devra pas dépasser les cotes définies ci-après :

- Centre de PONT-de-BUIS-ROCH-HUEL.

- . Point de référence pris comme origine des cotes : 236 NGF.
- . Cotes maximales autorisées dans la zone primaire de dégagement :
 - Obstacles métalliques : 243
 - Obstacles non métalliques : 250.
- . Cotes maximales autorisées dans la zone secondaire de dégagement :

Distances	Obstacles métalliques vus sous un angle de 1°	Obstacles non métalliques vus sous un angle de 2°
à 800 m	250	264
à 1 200 m	257	278
à 1 600 m	264	292
à 2 000 m	271	306

- Centre de GOUZEC-MENEZ-MORLONG.

- . Point de référence pris comme origine des cotes : 229 NGF.
- . Cotes maximales autorisées dans la zone primaire de dégagement :
 - Obstacles métalliques : 236
 - Obstacles non métalliques : 243.
- . Cotes maximales autorisées dans la zone secondaire de dégagement :

Distances	Obstacles métalliques vus sous un angle de 1°	Obstacles non métalliques vus sous un angle de 2°
à 800 m	243	257
à 1 200 m	250	271
à 1 600 m	257	285
à 2 000 m	264	299

- Faisceau hertzien reliant les deux stations.

Les cotes à respecter sont celles figurant au profil en long joint au dossier d'enquête (pièce n° 7).

Article 4 - Le ministre de l'Urbanisme, du Logement et des Transports et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, chargé de la mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 19 SEP. 1985

Laurent FABIUS

Par le Premier ministre,

Le ministre de l'Urbanisme,
du Logement et des Transports

Paul QUILÈS

Le secrétaire d'Etat auprès
du ministre de l'Urbanisme, du Logement
et des Transports,
chargé de la mer

Guy LENGACNE

(1) Le plan à l'échelle du 1/25 000^e peut être consulté à la Direction départementale de l'Équipement du Finistère - Centre administratif Kerfeunteun, B.P. 506 - 29107 QUIMPER Cedex.

DEPARTEMENT DU FINISTERE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
de l'EQUIPEMENT

Subdivision de BREST-
PHARES & BALISES

=====

RANA P 17

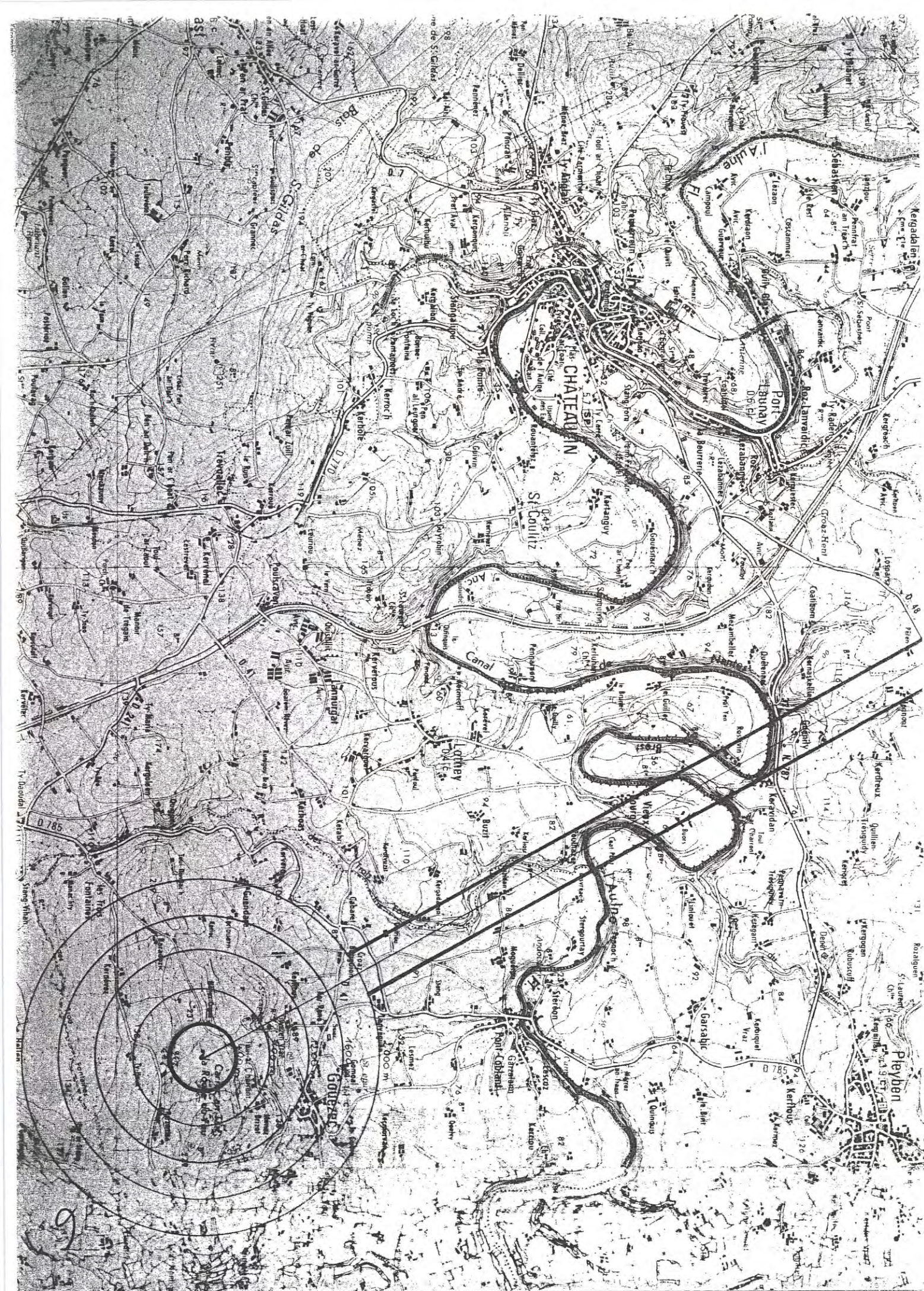
SERVITUDES RADIOELECTRIQUES
CONTRE LES OBSTACLES

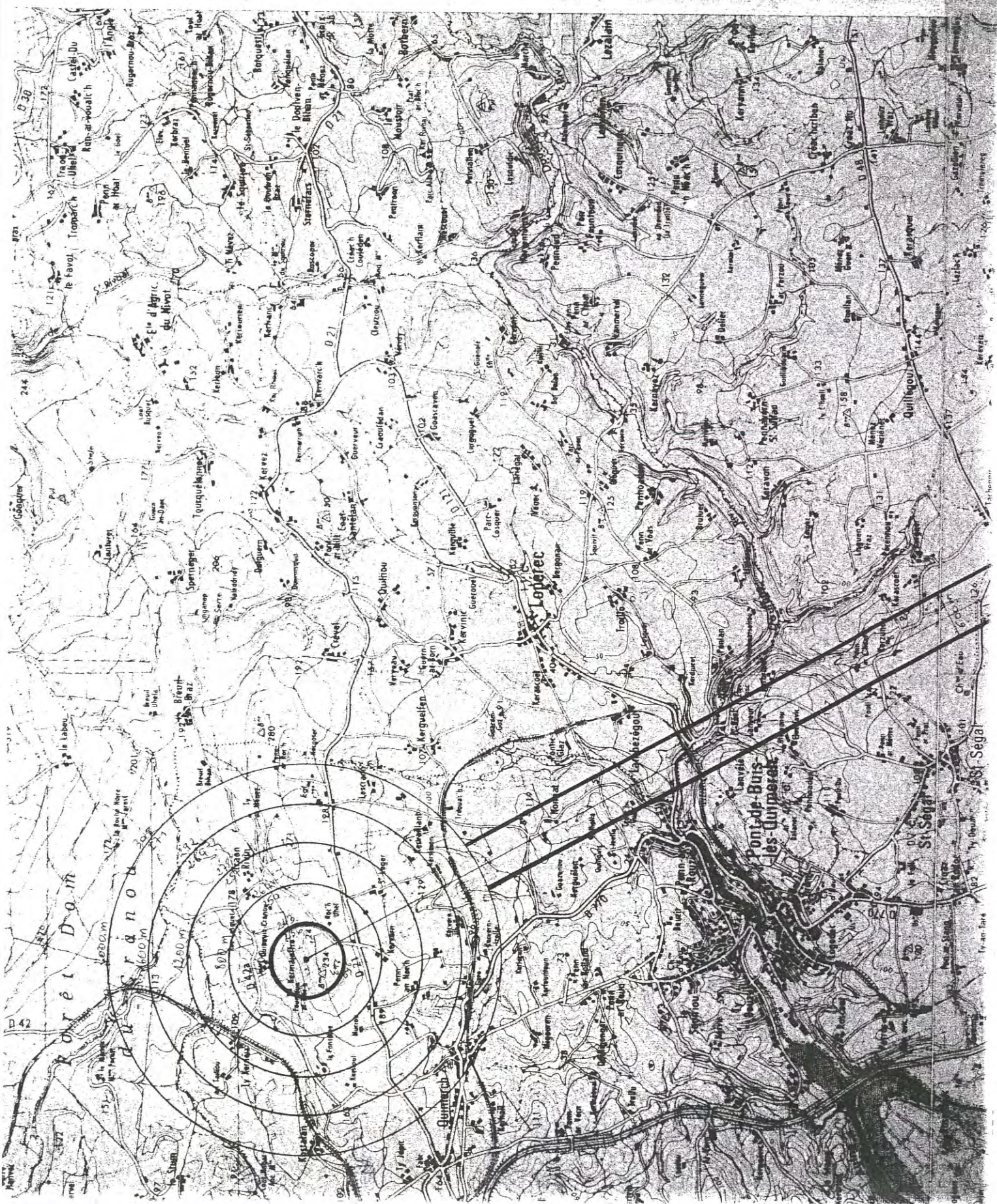
- Station d'émission : Centre de Roc'h Uhel - PONT-de-BUIS-les-QUIMERO
- Station de synchronisation : Centre de Ménez Morlong - GOUZEC

Echelle : 1/50 000è

=====

décrit du 19. Sept. 85





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SECRETARIAT D'ETAT AUX POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

CHATEAULIN

ST COULITZ

LOTHEY

GOUEZEC

PLEYBEN

LENNOW

CHATEAUNEUF DU FAOU

ET A LA TELEDIFFUSION

57
Pour ampliation

P. le Chef du Bureau du Cabinet,

30 AVR. 1981

DÉCRET

fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables au voisinage des stations et sur le parcours du faisceau hertzien CHATEAULIN = CHATEAUNEUF-DU-FAOU, traversant le département du Finistère.

LE PREMIER MINISTRE

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion,

Vu le code des postes et télécommunications, articles L.54 à L.56 et L.63 et articles R.21 à R.26, instituant des servitudes pour la protection radioélectrique contre les obstacles ;

Vu l'accord préalable du ministre de l'agriculture en date du 2 juillet 1979 ;

Vu l'accord préalable du ministre de l'industrie en date du 19 juin 1979 ;

Vu l'avis du comité de coordination des télécommunications en date du 12 juillet 1979,

Décrète :

Art. 1er - est approuvé le plan ci-joint fixant les limites des zones secondaires de dégagement des stations de CHATEAULIN-Central, CHATEAULIN-Ty-Allanou et CHATEAUNEUF-DU-FAOU (Finistère), situées sur le parcours du faisceau hertzien CHATEAULIN = CHATEAUNEUF-DU-FAOU, ainsi que la zone spéciale de dégagement entre les stations de CHATEAULIN-Ty-Allanou et CHATEAUNEUF-DU-FAOU.

.../...

JOINT 100-8 MAI 1981

dk

Art. 2 - les zones secondaires et la zone spéciale de dégagement intéressant le département du Finistère sont définies sur ce plan par les tracés en noir.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R.24 du code des postes et télécommunications.

Art. 3 - la partie la plus haute des obstacles créés dans ces zones ne devra pas dépasser les cotes fixées sur le plan.

Art. 4 - le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion et le ministre de l'environnement et du cadre de vie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à PARIS, le 30 AVR. 1981

Raymond BARRE

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'environnement
et du cadre de vie,

Le secrétaire d'Etat
aux postes et télécommunications
et à la télédiffusion,

Pierre RIBES

Michel d'ORNANO

SERVITUDES de HALAGE et de MARCHEPIED

Textes réglementaires

- Article L. 2131-2 à L. 2131-6 du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP)
- Article L. 151-43 du code de l'urbanisme et décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015

Obligations passives :

Les propriétés riveraines d'un lac ou cours d'eau domanial sont grevées d'une servitude de halage ou de marchepied.

Servitude de halage

Obligation pour les riverains des cours d'eaux ou lacs domaniaux, dans l'intérêt du service de la navigation et partout où il existe un chemin de halage, de réserver le libre passage des animaux et véhicules assurant la traction des bateaux, ainsi que la circulation et les manœuvres des personnes effectuant des transports par voies d'eau ou assurant la conduite des trains de bois de flottage, et ce, sur une largeur de 7,80 mètres.

Interdiction pour les mêmes riverains de planter des arbres ou de se clore par haie autrement qu'à une distance de 9,75 mètres du côté où les bateaux se tirent et de 3,25 mètres sur le bord où il n'existe pas de chemin de halage.

Lorsque l'intérêt du service de la navigation le permet, les distances de 7,80 mètres et 9,75 mètres mentionnées à l'article L. 2131-2 du CGPPP, pour la servitude de halage, peuvent être réduites sur décision de l'autorité gestionnaire.

Servitude de marchepied

Obligation pour les riverains des cours d'eau ou lacs domaniaux, de réserver de chaque côté le libre passage à l'usage du gestionnaire de ce cours d'eau ou de ce lac, des pêcheurs et des piétons, et ce, sur une distance de 3,25 m.

La continuité de la servitude de marchepied, doit être assurée tout au long du cours d'eau ou du lac domanial; la ligne délimitative ne peut s'écarter de celle du domaine fluvial, sauf à titre exceptionnel lorsque la présence d'un obstacle naturel ou patrimonial rend nécessaire son détournement. Dans ce cas, la ligne délimitative de la servitude est tracée au plus près de celle du domaine public fluvial, dans la propriété concernée.

Par ailleurs, l'article L. 2131-3 du CGPPP dispose que « *lorsque l'exercice de la pêche, le passage des piétons et les nécessités d'entretien et de surveillance du cours d'eau ou du lac le permettent, la distance de 3,25 mètres mentionnée à l'article L. 2131-2 pour la servitude de marchepied peut être exceptionnellement réduite, sur décision de l'autorité gestionnaire, jusqu'à 1,50 mètre.* »

Enfin, une commune, un établissement public de coopération intercommunale, un département, un syndicat mixte ou une association d'usagers intéressés peuvent demander à l'autorité administrative compétente de fixer la limite des emprises de la servitude de marchepied mentionnée à l'article L. 2131-2, dans les cas où celle-ci n'est pas déjà fixée. L'autorité administrative compétente en opère la délimitation dans le délai d'une année suivant la date de la demande (article L. 2131-4 alinéa 3 du CGPPP).

Droits résiduels du propriétaire d'un terrain grevé d'une servitude de halage ou marchepied :

L'article L2131-4 du code général de la propriété des personnes publiques donne la possibilité pour les propriétaires riverains d'exercer tous les droits de la propriété qui ne sont pas incompatibles avec l'exercice des servitudes, d'où l'obligation avant d'entreprendre des constructions, des plantations ou l'édification de clôtures de demander au service gestionnaire de reconnaître la limite de la servitude.

Si dans les trois mois à compter de la demande, l'administration n'a pas fixé la limite, les constructions, plantations ou clôtures faites par les riverains ne peuvent plus être supprimées, que moyennant indemnité.

Servitude EL11

Servitudes relatives aux interdictions d'accès grevant les propriétés limitrophes des autoroutes, routes express et déviations d'agglomération



Transports, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Développement durable
Prévention des risques
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable,
des Transports
et du Logement

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

www.stx.fr/produits-et-services

SERVITUDES DE TYPE EL11

SERVITUDES RELATIVES AUX INTERDICTIONS D'ACCÈS GREVANT LES PROPRIÉTÉS LIMITROPHES DES AUTOROUTES, ROUTES EXPRESS ET DÉVIATIONS D'AGGLOMÉRATION

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

D - Communications

d) Réseau routier

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

Il s'agit de servitudes relatives aux interdictions d'accès grevant les propriétés riveraines des autoroutes, des routes express et des déviations d'agglomération.

L'article L.122-1 du Code de la voirie routière définit les autoroutes comme « des routes sans croisement, accessibles seulement en des points aménagés à cet effet et réservées aux véhicules à propulsion mécanique. »

L'article L.151-1 du Code de la voirie routière définit les routes express comme « des routes ou sections de routes appartenant au domaine public de l'État, des départements ou des communes, accessibles seulement en des points aménagés à cet effet, et qui peuvent être interdites à certaines catégories d'usagers et de véhicules. »

Les propriétés riveraines des autoroutes, des routes express et des déviations d'agglomération n'ont pas d'accès direct à ces dernières. Concernant les routes express et les déviations d'agglomération, aucun accès ne peut être créé ou modifié par les riverains, mais les interdictions applicables aux accès existants ne peuvent entrer en vigueur qu'après le rétablissement de la desserte des parcelles intéressées.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Anciens textes :

- article 3 de la Loi n° 55-435 du 18 avril 1955 portant statut des autoroutes et articles 4 et 5 de la Loi n°69-7 du 3 janvier 1969 relative aux voies rapides et complétant le régime de la voirie nationale et locale abrogés par la Loi n°89-413 du 22 juin 1989 relative au code de la voirie routière (partie législative);
- Décret n° 70-759 du 18 août 1970 portant règlement d'administration publique et relatif aux voies rapides et complétant le régime de la voirie nationale et locale abrogé par le décret n°89-631 du 4 septembre 1989 relatif au code de la voirie routière (partie réglementaire).

Textes en vigueur :

- articles L. 122-2, L.151-3, L.152-1 et L.152-2 du Code de la voirie routière.

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Bénéficiaires	Gestionnaires
<ul style="list-style-type: none">- Etat,- Conseils généraux,- Communes,- Concessionnaires.	<p>Suivant le type de route :</p> <ul style="list-style-type: none">- MEEDDTL,- Conseils généraux,- Communes,- Concessionnaires.

1.4 - Procédures d'instauration, de modification ou de suppression

La servitude s'applique aux autoroutes et routes express dès la prise d'effet du classement dans la catégorie de voie correspondante. La servitude s'applique aux déviations directement, sans qu'une mesure réglementaire (décret ou arrêté) ne soit nécessaire.

Servitude 13

Servitude relative au transport de gaz naturel



Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Développement durable
Prévention des risques
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Ministère
de l'Écologie,
du Développement
durable,
des Transports
et du Logement

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

www.developpement-durable.gouv.fr

SERVITUDE DE TYPE I3

SERVITUDES RELATIVES AU TRANSPORT DE GAZ NATUREL

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

A - Énergie

a) Électricité et gaz

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

Il s'agit des servitudes énumérées à l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, ainsi qu'à l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie, et plus particulièrement :

- de la servitude **d'abattage d'arbres** dont le titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel peut faire usage lors de la pose de canalisations ,
- et de la **servitude de passage** permettant d'établir à demeure des canalisations souterraines sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes.

Ces servitudes s'entendent **sans dépossession de propriété** : le propriétaire conserve le droit de démolir, réparer, surélever, de clore ou de bâtir, sous réserve de prévenir le concessionnaire un mois avant de démarrer les travaux.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Chronologie des textes :

- **Loi du 15 juin 1906 (art. 12)** modifiée sur les distributions d'énergie,
- **Décret du 29 juillet 1927** portant règlement d'administration publique (RAP) pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie (**art. 52 et 53** modifiés concernant l'enquête relative aux servitudes de l'article 12) - *abrogé par le décret n° 50-640 du 7 juin 1950,*
- **Loi n° 46-628 du 8 avril 1946 (art. 35)** modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz,
- **Décret n°50-640 du 7 juin 1950** portant RAP pour l'application de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, en ce qui concerne la procédure de déclaration d'utilité publique en matière d'électricité et de gaz et pour l'établissement des servitudes prévues par la loi - *abrogés par le décret n° 70-492 du 11 juin 1970,*
- **Décret n° 64-81 du 23 janvier 1964** portant RAP en ce qui concerne le régime des transports de gaz combustibles par canalisations (**art. 25**) - *abrogé par le décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985,*
- **Décret n° 70-492 du 11/06/1970** pris pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes, modifié notamment par :

- **Décret n°85-1109 du 15 octobre 1985 (art. 2 et 8-1 à 10),**
- **Décret n° 93-629 du 25 mars 1993,**
- **Décret n° 2003-999 du 14 octobre 2003.**

- Décret 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations modifié (art. 5 et 29),
- Loi 2003-8 du 3 janvier 2003 relative au marché du gaz et de l'électricité et aux services publics de l'énergie (art.24).

Textes de référence en vigueur :

- Loi du 15 juin 1906 modifiée (art. 12),
- Loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée (art. 35),
- Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 (art. 1 à 4),
- Décret n° 70-492 du 1/06/1970 modifié (titre I – chapitre III et titre II),
- Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 modifié (art. 5 et 29),
- Loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 modifiée (art.24).

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Bénéficiaires	Gestionnaires
Les transporteurs de gaz naturel.	<ul style="list-style-type: none"> - les bénéficiaires, - le MEDDTL - Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC), - les directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).

1.4 - Procédure d'instauration de modification ou de suppression

I - Déclaration préalable d'utilité publique (DUP) des ouvrages de transport et de distribution de gaz en vue de l'exercice de servitudes.

Conformément aux dispositions des **articles 2 à 4 et 8-1 à 10 du Décret n° 70-492** et des **articles 6 à 9-II du Décret n° 85-1108**,

a) Cette DUP est instruite :

- par le préfet ou les préfets des départements traversés par la canalisation

NB : pour les canalisations soumises à autorisation ministérielle, si plusieurs préfets sont concernés par la canalisation, un préfet coordonnateur désigné par le ministre chargé de l'énergie centralise les résultats de l'instruction.

- le dossier de DUP comprend notamment les pièces suivantes :

- Avant le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 :

- une **carte au 1/10 000** sur laquelle figurent le tracé des canalisations projetées et l'emplacement des autres ouvrages principaux existants ou à créer, tels que les postes de sectionnement ou de détente.

- Depuis le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 :

- une **carte au 1/25 000** comportant le tracé de la ou des canalisations projetées permettant de connaître les communes traversées, avec l'indication des emprunts envisagés du domaine public,
- une **seconde carte établie à l'échelle appropriée** et permettant de préciser, si nécessaire, l'implantation des ouvrages projetés.

b) La DUP est prononcée :

- par Arrêté du préfet ou arrêté conjoint des préfets intéressés,
- et en cas de désaccord, par Arrêté du ministre chargé de l'énergie.

NB : à compter du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 et jusqu'au Décret n° 2003-999 du 14 octobre 2003, la DUP était prononcée par arrêté ministériel pour les ouvrages soumis au régime de la concession.

II - Établissement des servitudes.

Conformément à l'article 11 et suivants du Décret n°70-492, les servitudes sont établies :

- après que le bénéficiaire ait notifié les travaux projetés directement aux propriétaires des fonds concernés par les ouvrages,
- par convention amiable entre le bénéficiaire et les propriétaires concernés par les servitudes requises,
- à défaut, par arrêté préfectoral pris :
 - sur requête adressée par le bénéficiaire au préfet précisant la nature et l'étendue des servitudes à établir,
 - au vu d'un plan et d'un état parcellaire par commune indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes,
 - après enquête publique.
- et notifié au demandeur, à chaque exploitant et à chaque propriétaire concerné.

Servitude 14

*Servitude au voisinage d'une ligne électrique
aérienne ou souterraine*



Credit photo : J2ong



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

www.developpement-durable.gouv.fr

SERVITUDE DE TYPE I4

SERVITUDE RELATIVE AU TRANSPORT D'ENERGIE ELECTRIQUE

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

A - Énergie

a) Électricité et gaz

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

Il s'agit de deux catégories de **servitudes instituées par la loi du 15 juin 1906** sur les distributions d'énergie.

a) Les servitudes prévues aux alinéas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article 12 concernant toutes les distributions d'énergie électrique :

- **servitude d'ancrage** permettant d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments,
- **servitude de surplomb** permettant de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées,
- **servitude de passage ou d'appui** permettant d'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes,
- **servitude d'élagage et d'abattage d'arbres** permettant de couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

Il s'agit de **servitudes n'entraînant aucune dépossession du propriétaire** qui conserve le droit de démolir, réparer, surélever, de clore ou de bâtir, sous réserve de prévenir le concessionnaire un mois avant de démarrer les travaux.

b) Les périmètres instaurés en application de l'article 12 bis de part et d'autre d'une ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts et à l'intérieur desquels :

- **sont interdits :**

- des bâtiments à usage d'habitation,
- des aires d'accueil des gens du voyage,
- certaines catégories d'établissements recevant du public : structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées, hôtels et structures d'hébergement, établissements d'enseignement, colonies de vacances, établissements sanitaires, établissements pénitentiaires, établissements de plein air.

- **peuvent être interdits ou soumis à prescriptions :**

- d'autres catégories d'établissements recevant du public,
- des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et fabriquant, utilisant ou stockant des substances comburantes, explosibles, inflammables ou combustibles,

sans toutefois qu'il puisse être fait obstacle à des travaux d'adaptation, de réfection ou d'extension de l'existant sous réserve néanmoins de ne pas augmenter la capacité d'accueil d'habitants dans le périmètre des servitudes.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Chronologie des textes :

- loi du 15 juin 1906 (art. 12) sur les distributions d'énergie,
- décret du 3 avril 1908 portant RAP pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique (abrogé par le décret du 29 juillet 1927),
- décret du 24 avril 1923 portant RAP pour l'application de la loi du 15 juin 1906 en ce qui concerne les concessions de transport d'énergie électrique à haute tension accordées par l'État (abrogé par le décret du 29 juillet 1927),
- loi de finances du 13 juillet 1925 (art. 298),
- décret du 29 juillet 1927 portant RAP pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie (art. 52 et 53 modifiés concernant l'enquête relative aux servitudes de l'article 12) (abrogé par le décret 50-640),
- loi n° 46-628 du 8 avril 1946 (art. 35) modifiée, sur la nationalisation de l'électricité et du gaz,
- décret n°50-640 du 7 juin 1950 portant RAP pour l'application de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, en ce qui concerne la procédure de DUP en matière d'électricité et de gaz et pour l'établissement des servitudes prévues par la loi. (abrogés par le décret 70-492),
- décret n°67-886 du 6 octobre 1967 portant RAP pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique (art. 1 à 4 relatifs aux conventions de reconnaissance des servitudes de l'article 12),
- décret n° 70-492 du 11 juin 1970 pris pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes, modifié par :
 - décret n°85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret du 11 juin 1970,
 - décret n° 93-629 du 25 mars 1993 modifiant le décret du 11 juin 1970,
 - décret n°2004-835 du 19 août 2004 relatif aux servitudes d'utilité publique prévues par l'article 12bis de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,
 - décret n° 2009-368 du 1er avril 2009 relatif aux ouvrages électriques à haute et très haute tension réalisés en technique souterraine.
- loi 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (art. 5) introduisant un article 12bis dans la loi du 15 juin 1906.

Textes de référence en vigueur :

- loi du 15 juin 1906 (art. 12 et 12bis) modifiée,
- loi de finances du 13 juillet 1925 (art. 298),
- loi n° 46-628 du 8 avril 1946 (art. 35) modifiée,
- décret n°67-886 du 6 octobre 1967 (art. 1 à 4),
- décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié.

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Bénéficiaires	Gestionnaires
a) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 :	a) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 :
- les concessionnaires ou titulaires d'une	- les bénéficiaires,

autorisation de transport d'énergie électrique.	<ul style="list-style-type: none"> - le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement (MEDDTL) - Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC), - les directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).
b) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 bis : <ul style="list-style-type: none"> - l'Etat, - les communes, - les exploitants. 	b) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 bis : <ul style="list-style-type: none"> - les directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).

1.4 - Procédure d'instauration de modification ou de suppression

▪ Procédure d'instauration :

a) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 :

I - Champ d'application

Les servitudes prévues aux alinéas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article 12 peuvent bénéficier :

- aux distributions d'énergie électrique déclarées d'utilité publique, la DUP étant prononcée en vue de l'exercice de servitudes sans recours à l'expropriation et dans les conditions suivantes :

• pour des ouvrages d'alimentation générale ou de distribution aux services publics et si tension < 63kV :

- sur production notamment d'une **carte au 1/10000** comportant le tracé des lignes projetées et l'emplacement des autres ouvrages principaux existants ou à créer, tels que les postes de transformation
- sans enquête publique,
- avec éventuelle étude d'impact soumise à simple consultation,
- par **arrêté du préfet du département ou arrêté conjoint des préfets** des départements concernés,
- si désaccord entre les préfets, **par arrêté du ministre chargé de l'électricité**.

• pour des lignes directes de tension < 63kV :

- sur production notamment d'une **carte au 1/10000** comportant le tracé des lignes projetées ainsi que l'emplacement et l'identité des exploitants des autres ouvrages principaux existants ou à créer, tels que les postes de transformation
- avec éventuelle étude d'impact
- après **enquête publique** conformément au code de l'expropriation
- par **arrêté du préfet du département ou arrêté conjoint des préfets** des départements concernés

• pour toutes les lignes et ouvrages de tension > ou = 63 kV, mais < 225kV :

- sur production d'une **carte au 1/25000 (1/50000 avant le décret n°85-1109)** comportant le tracé des lignes projetées et l'emplacement des autres ouvrages principaux existant ou à créer, tels que les postes de transformation avec, pour les lignes directes, indication de l'identité de leurs exploitants,
- au vu d'une étude d'impact,
- après **enquête publique** conformément au code de l'environnement, à l'exception des liaisons souterraines < 225kV,
- **par arrêté du préfet du département ou arrêté conjoint des préfets** des départements concernés,

- si désaccord entre les préfets, **par arrêté du ministre chargé de l'électricité ou par arrêté conjoint du ministre chargé de l'électricité et du ministre chargé de l'urbanisme** si la DUP emporte mise en compatibilité du document d'urbanisme.

• **pour toutes les lignes et ouvrages de tension > ou = 225kV :**

- sur production d'une **carte au 1/25 000 (1/50 000 avant le décret n°85-1109)** comportant le tracé des lignes projetées et l'emplacement des autres ouvrages principaux existant ou à créer, tels que les postes de transformation avec, pour les lignes directes, indication de l'identité de leurs exploitants,
- au vu d'étude d'impact,
- sur demande adressée au ministre chargé de l'électricité qui transmet, pour instruction, au préfet du département ou à un préfet coordonnateur si plusieurs départements concernés,
- après **enquête publique** conformément au code de l'environnement, à l'exception des liaisons souterraines de tension = 225kV et d'une longueur < ou = 15 km,
- **par arrêté du ministre chargé de l'électricité ou arrêté conjoint du ministre chargé de l'électricité et du ministre chargé de l'urbanisme** si la DUP emporte mise en compatibilité du document d'urbanisme.

- aux distributions d'énergie électrique placées sous le régime de la concession ou de la régie, non déclarées d'utilité publique mais réalisées avec le concours financier de l'État, des départements, des communes, des syndicats de communes, le bénéfice des servitudes de l'article 12 leur étant accordé sous les conditions suivantes :

- **sans DUP**, en application de l'article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925,
- **sous réserve d'une DUP**, s'agissant de la servitude d'appui prévue par l'alinéa 3° de l'article 12, lorsque l'emprise des supports dépasse 1m².

II - Mode d'établissement

- à l'initiative du demandeur, après notification des travaux projetés directement aux propriétaires des fonds concernés par les ouvrages

- par **convention amiable** entre demandeur et propriétaires concernés par l'une ou l'autre des servitudes

- à défaut, par arrêté préfectoral pris :

- sur requête adressée au préfet précisant la nature et l'étendue des servitudes à établir,
- au vu d'un **plan et un état parcellaire par commune** indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes,
- après approbation par le préfet du projet de détail des tracés de lignes,
- après **enquête publique**.

et notifié au demandeur, à chaque exploitant et à chaque propriétaire concerné.

b) Concernant les servitudes instaurées en application de l'article 12 bis :

La procédure d'institution est conduite par le préfet de département et les servitudes sont instaurées :

- sur production notamment d'un **plan parcellaire** délimitant le périmètre d'application des servitudes,
- après **enquête publique** conformément au code de l'expropriation,
- **arrêté préfectoral** emportant déclaration d'utilité publique des servitudes de l'article 12bis à l'intérieur du périmètre délimité.

■ Procédure de suppression :

La suppression de tout ou partie des servitudes instaurées en application de l'article 12bis est prononcée par **arrêté préfectoral**.

Servitude PT2

*Servitude de protection des centres radio-électriques
d'émission et de réception contre les obstacles*



Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



Crédit photo Magnus Manske

Ministère de l'Écologie, du Développement durable,
des Transports et du Logement

www.developpement-durable.gouv.fr

SERVITUDES DE TYPE PT2

SERVITUDES DE PROTECTION DES CENTRES RADIO-ELECTRIQUES D'ÉMISSION ET DE RÉCEPTION CONTRE LES OBSTACLES

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements
E - Télécommunications

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

Afin d'assurer le bon fonctionnement des réseaux, des servitudes sont instituées en application des **articles L. 54 à L. 56-1 du code des postes et des communications électroniques** afin de **protéger les centres radioélectriques contre les obstacles physiques susceptibles de gêner la propagation des ondes**.

Il convient de distinguer **deux régimes** :

- **les servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques concernant la défense nationale ou la sécurité publique** (articles L.54 à L.56 du code des postes et des communications électroniques);
- **les servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques appartenant à des opérateurs privés** (article L.56-1 du code des postes et des communications électroniques). Cependant, en l'absence de décret d'application de l'article L.62-1 du code des postes et des communications électroniques, les exploitants des réseaux de communications électroniques ouverts au public ne peuvent bénéficier de servitudes radioélectriques à ce jour.

Un plan d'établissement des servitudes approuvé par décret fixe les zones qui sont soumises à servitudes. **Quatre types de zone** peuvent être créées :

- **des zones primaires de dégagement et/ou zones secondaires de dégagement** autour de chaque station émettrice ou réceptrice d'ondes radioélectriques utilisant des aériens directifs, ainsi qu'autour des laboratoires et centres de recherches radioélectriques;
- **des zones spéciales de dégagement** entre deux centres assurant une liaison radioélectrique par ondes de fréquence supérieure à 30 mégahertz (c'est-à-dire de longueur d'onde inférieure à 10 mètres);
- **des secteurs de dégagement** autour des stations de radiorepérage ou de radionavigation d'émission ou de réception.

La servitude a pour conséquence :

- l'obligation, **dans toutes ces zones**, pour les propriétaires de procéder si nécessaire à la suppression ou la modification de bâtiments constituant des immeubles par nature en application des articles 518 et 519 du code civil. A défaut d'accord amiable, l'administration pourra procéder à l'expropriation de ces immeubles;
- l'interdiction, **dans toutes ces zones**, de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède les cotes fixées par le décret de servitudes sans autorisation du ministre qui exploite ou contrôle le centre;
- l'interdiction, **dans la zone primaire de dégagement** :
 - d'une station de sécurité aéronautique ou d'un centre radiogoniométrique, de créer ou de conserver tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquides de toute nature pouvant perturber le fonctionnement de cette installation ou de cette station;
 - d'une station de sécurité aéronautique, de créer ou de conserver des excavations artificielles pouvant perturber le fonctionnement de cette station.
- l'interdiction, **dans la zone spéciale de dégagement**, de créer des constructions ou des obstacles situés au-dessus d'une ligne droite située à 10 mètres au-dessous de celle joignant les aériens d'émission et de réception, sans cependant que la limitation de hauteur imposée à une construction puisse être inférieure à 25 mètres.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Textes en vigueur :

Articles L. 54 à L. 56-1 du code des postes et des communications électroniques;

Article L. 5113-1 du code de la défense;

Articles R. 21 à R. 26 et R.39 du code des postes et des communications électroniques.

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Bénéficiaires	Gestionnaires
Ministères et exploitants publics de communications électroniques	

1.4 - Procédures d'instauration, de modification ou de suppression

Servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques concernant la défense nationale ou la sécurité publique :

- Demande du ministre intéressé ou de l'exploitant public de communications électroniques;
- Arrêté préfectoral désignant les communes sur le territoire desquelles les agents qualifiés sont autorisés à procéder à une étude préliminaire;
- Enquête publique de droit commun;
- Avis de l'Agence nationale des fréquences (ANFR);
- Accord préalable du ministre du développement industriel et scientifique et du ministre de l'agriculture requis;
- Approbation par :
 - par décret pris sous le contreseing du ministre intéressé et du ministre de la construction si accord préalable du ministre du développement industriel et scientifique et du ministre de l'agriculture;
 - par décret en Conseil d'État à défaut d'accord.

Les modifications de nature à entraîner un changement d'assiette ou une aggravation de la servitude obéissent au principe de parallélisme des formes et doivent donc être opérées conformément à la procédure d'instauration. En re-

vanche, les servitudes peuvent être réduites ou supprimées par simple décret, sans qu'il y ait lieu de procéder à enquête publique.

Servitudes instituées au bénéfice des centres radioélectriques appartenant à des opérateurs privés :

- Demande du ministre intéressé ou de l'exploitant public de communications électroniques;
- Élaboration du plan de protection pour les centres de réception radio-électriques concernés contre les perturbations électromagnétiques déterminant les terrains sur lesquels s'exercent ces servitudes;
- Avis de l'Agence nationale des fréquences;
- Enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement;
- Avis des conseils municipaux concernés;
- Information des propriétaires des motifs qui justifient l'institution de la servitude et le choix de l'emplacement. Les propriétaires disposent d'un délai minimum de trois mois pour présenter leurs observations;
- Approbation par arrêté préfectoral.

En l'absence de décret d'application des articles L 56-1 et L 62-1 du code des postes et des communications électroniques, les exploitants des réseaux de communications électroniques ouverts au public ne peuvent bénéficier de servitudes radioélectriques à ce jour.